

RÉFUGIÉS

NUMERO 145 • VOLUME 1 • 2007

**Pays immense,
problèmes gigantesques,
formidable potentiel :**

*la République démocratique du Congo
peut-elle tourner la page ?*



UNHCR
The UN Refugee Agency

Un potentiel à réaliser

C'EST UN PAYS IMMENSE, AVEC D'ÉNORMES PROBLÈMES. Un pays qui pourrait être l'un des plus riches d'Afrique mais qui est en fait l'un des plus pauvres. Un pays empreint de paradoxes tragiques.

La plupart de ses habitants sont pleins d'énergie et d'imagination ; ils ont le goût du débat et de la discussion, un authentique sens de l'humour et un amour profond pour la musique... sans oublier leur incroyable capacité à se débrouiller avec presque rien.

Faites connaissance avec les habitants de la République démocratique du Congo.

La majorité ne demande qu'à pouvoir continuer à vivre et s'est déplacée massivement pour aller voter lors des récentes élections. Des gens qui en ont assez des combats, de la corruption, des seigneurs de guerre et des invasions étrangères. Des gens qui veulent juste voir leur pays se remettre sur pied.

Et puis, il y a une petite minorité qui se nourrit du déchaînement de violence et d'anarchie qui a ravagé l'est du pays entre 1996 et 2003 et qui continue de manière sporadique à ce jour. Ces individus sont habitués à tuer, à prendre ce qu'ils veulent et à détruire ce dont ils ne veulent pas. Ils ont pillé et violé. Ils ont recruté pas moins de 30 000 enfants à des fins militaires et forcé des millions de personnes à fuir leur foyer.

Depuis le référendum réussi de 2005 sur la constitution du pays et les élections présidentielles de novembre 2006, tendues certes mais également couronnées de succès, un espoir existe, celui que ce groupe soit enfin sur le déclin.

Il est pratiquement impossible de donner une image complète et exacte de la République démocratique du Congo. Ce pays est simplement trop grand. Et il a été négligé par les médias étrangers, en particulier dans les pays non francophones. Les rares nouvelles diffusées ont été inévitablement consacrées aux combats et aux atrocités se déroulant à l'est.

Et pourtant, même si l'étendue des horreurs perpétrées attire inévitablement l'attention – comment ignorer les massacres, les mutilations et le viol de dizaines de milliers de femmes et de jeunes filles ? – elle suscite une impression partiellement inexacte.

La majeure partie de la RDC, y compris certaines zones de l'est, n'a pas été directement impliquée dans le conflit. Des centaines de milliers de déplacés internes et de réfugiés ont regagné leur foyer et se réintègrent aujourd'hui avec succès. Les rapatriements de réfugiés congolais de six pays différents sont en cours ou vont bientôt prendre place. Parallèlement, des réfugiés originaires de quatre pays voisins participent actuellement aux opérations de rapatriement mises en place depuis la RDC.

Mais tous les Congolais, même ceux qui vivent à des milliers de kilomètres de la zone de conflit, ont été affectés, d'une manière ou d'une autre, par les troubles qui sont survenus : du fait de l'interruption des ravitaillements en nourriture et en médicaments, de la destruction ou de la dégradation des infrastructures ou du manque d'investissement.

Et les neuf pays voisins de la RDC ont eux aussi été touchés, que

ce soit par la réduction des activités commerciales, par les mouvements de populations ou, surtout, par l'insécurité, les conflits en Ouganda, au Rwanda et au Burundi nourrissant ceux en RDC et s'y imbriquant pour instaurer une dynamique mortelle.

Si la RDC accède à la paix et fonctionne correctement, elle pourrait et devrait devenir le moteur

économique de la région. Ce pays possède une richesse minérale d'une variété époustouflante et peut produire assez d'électricité pour éclairer l'ensemble du continent. Mais, depuis l'époque du Roi des Belges Léopold II, en passant par les trois décennies de kleptocratie sous la Présidence de Mobutu et par la kyrielle actuelle de seigneurs de guerre locaux et d'exploiteurs étrangers, les richesses de la RDC ne lui ont, jusqu'à ce jour, apporté que bien peu de choses, hormis des fléaux tels que la guerre, la corruption et, ironiquement, une immense pauvreté.

Les récents progrès réalisés sur le front politique constituent des étapes importantes du développement de cette nation. Ils sont aussi le fruit d'un immense effort et de l'aide fournis par plus de 17 000 soldats onusiens de maintien de la paix. Mais, ils ne sont qu'un premier pas vers la stabilité et la prospérité que tant de Congolais espèrent et méritent. Le chemin qui reste à accomplir promet d'être tout aussi difficile et, surtout, beaucoup plus long.



© AP / A. SUNDARAM / RDC-2006

Rédacteur

Rupert Colville

Edition française

Cécile Pouilly

Ont contribué

Cyprien Fabre, David Nthengwe, Georges Charrière, Jens Hesemann, Michel Kassa, Philippe Maughan, Sandra Candolfi, Simon Lubuku et le personnel de l'UNHCR dans le monde.

Secrétariat de rédaction

Manuela Raffoni

Iconographie

Suzy Hopper, Anne Kellner

Design

Vincent Winter Associés, Paris

Production

Françoise Jaccoud

Distribution

John O'Connor, Frédéric Tissot

Gravure photos

Aloha Scan, Genève

Cartes géographiques

Unité de cartographie de l'UNHCR

Documents historiques

Archives de l'UNHCR

RÉFUGIÉS est publié par le Service de l'information et des relations avec les médias du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Les opinions exprimées par les auteurs ne sont pas nécessairement partagées par l'UNHCR. La terminologie et les cartes utilisées n'impliquent en aucune façon une quelconque prise de position ou de reconnaissance de la part de l'UNHCR quant au statut juridique d'un territoire ou de ses autorités.

RÉFUGIÉS se réserve le droit d'apporter des modifications à tous les articles avant publication. Les photographies avec la mention «UNHCR» peuvent être librement reproduites, à condition d'en mentionner la source (l'UNHCR et le photographe). Les photographies avec copyright © n'appartiennent pas à l'UNHCR et ne peuvent être reproduites sans l'autorisation de l'agence créditée.

Les versions française et anglaise sont imprimées en Italie par AMILCARE PIZZI S.p.A., Milan.

Tirage: 114 000 exemplaires en anglais, français, espagnol et italien.

ISSN 0252-791 X

Photos de couverture, dans le sens des aiguilles d'une montre, en partant du bas, à gauche:

Une Congolaise rentre chez elle
© REDUX PICTURES / J. OSE / ROC-2005

Une électrique à Bunia, en Ituri
© REUTERS / J. AKENA / DRC-2006

Des miliciens lendus
© AP / K. PRINSLOO / DRC-2003

En arrière-plan: la forêt tropicale
UNHCR / C. BOWERS / DRC-1997

Dos de couverture:

Des réfugiés rwandais à Goma.
UNHCR / A. HOLLMANN / DRC-1994

UNHCR

Case postale 2500
1211 Genève 2, Suisse

www.unhcr.fr

RÉFUGIÉS

N ° 145 • 2007



UNHCR / B. CHALASANI / ZRE-1997

4 La RDC: un pays immense et potentiellement riche mais qui paie au prix fort des années de guerre, de chaos et de corruption.



MONIC

15 Les femmes tombées entre les mains des groupes armés sillonnant l'est de la RDC ont énormément souffert.



UNHCR / A. BRANTHWAITE / LBN-2006

20 Plus d'un million de personnes ont été déplacées lors de la guerre, brève mais dévastatrice, qui s'est déroulée au Liban.

4

EN COUVERTURE

Les récentes élections suscitent un espoir prudent en République démocratique du Congo, celui d'un avenir meilleur après dix années plongées au cœur d'une violence et d'une anarchie qui dépassent l'imagination.

15

UNE PARMIS TANT D'AUTRES

Une Congolaise victime de viol et réfugiée au Kenya témoigne des supplices qu'elle a endurés lors de sa détention par un groupe de miliciens.

16

BRUTALITÉ A L'ÉTAT PUR

Des experts craignent que l'épidémie de VIH n'ajoute encore à la souffrance de certaines des dizaines de milliers de femmes victimes de viols dans l'est de la RDC.

18

LES CONGOLAIS EN AFRIQUE DU SUD

Alors que la RDC reste confrontée à un futur incertain, le flot de réfugiés et de migrants congolais présents en Afrique du Sud ne semble pas prêt de s'interrompre.

20

CARNETS DE BORD LIBANAIS

Sept employés de l'UNHCR qui ont travaillé au Liban, en Syrie et en Israël relatent avec vivacité leur expérience lors de la guerre qui a eu lieu sous leurs yeux l'été dernier.

Pays immense, problèmes

f

La

Jadis connue comme l'un des endroits «les plus magiques et les plus isolés de la terre», la forêt iturienne a été le théâtre de certaines des pires atrocités commises en RDC ces dernières années.

gigantesques formidable potentiel

République démocratique du Congo peut-elle tourner la page ?

PAR CÉCILE POUILLY

DES COULEURS, DES SONS, DES ODEURS: LA première impression que la République démocratique du Congo offre à ses visiteurs est souvent séduisante. Sur fond de rumba congolaise et de discussions animées, les rues de Kinshasa, la capitale, regorgent d'étals les plus divers. Arachides, viande fumée, jus de gingembre, balais, ici tout se vend, s'achète et se négocie avec humour et éloquence.

Ce secteur informel très dynamique, composé de petits vendeurs de rue, de cireurs ambulants et de commerçants de fortune, représente aujourd'hui plus de 80 % de l'activité économique du pays. Et ce phénomène se répand sur l'ensemble du territoire. « Les gens ne vivent que de ça », explique Zacharie Kasongo, responsable du bureau du Réseau de documentation Grands Lacs à Bukavu. « Dans les grandes villes, toutes les rues sont transformées en marché. »

Mais la vivacité de ce spectacle ne peut masquer la triste réalité d'un pays aussi gigantesque par sa taille – sa superficie dépasse celles de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, de l'Espagne et de la Grande-Bretagne réunies – que par ses problèmes.

La République démocratique du Congo devrait être l'un des États les plus riches d'Afrique.

Outre son formidable potentiel hydroélectrique –

avec un débit de 40 000 m³ par seconde, le légendaire Fleuve Congo, véritable colonne vertébrale du pays, est le deuxième au monde par sa puissance après l'Amazone – ce pays dispose du plus vaste patrimoine forestier du continent. Sans oublier un sous-sol à couper le souffle, qui recèle 50 à 80 % des réserves mondiales de cobalt, de niobium et de coltan – un métal rare servant dans la fabrication des téléphones portables et des consoles de jeux – ainsi que des dizaines d'autres minéraux comme le diamant, l'uranium, l'or, l'argent et le pétrole.

Et pourtant, malgré cette abondance, la RDC est l'une des nations les plus pauvres de la planète, avec un indice de développement humain qui la situe au 167^e rang mondial sur 177 pays répertoriés. La pauvreté y est effarante: 80 % de la population vit avec moins d'un dollar par jour; plus de la moitié n'a accès ni aux soins de santé ni à l'eau potable.

D'autres statistiques existent, tout aussi alarmantes. Plus de 12 000 cas de viols ont été enregistrés pour la seule région de l'est entre avril et octobre 2006; jusqu'à 3,4 millions de personnes ont été contraintes de quitter leur foyer en 2003, au plus fort de la crise; la guerre qui a débuté en 1998 aurait causé, de manière directe ou indirecte, le décès de quelque 4 millions de personnes. Et, aujourd'hui même, un enfant congolais sur cinq meurt avant l'âge de cinq ans.

La RDC est plus **étendue** que la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et la Grande-Bretagne réunies.

LES ANNÉES MOBUTU

LES DEUX GUERRES QUI ONT DÉCHIRÉ LE PAYS entre 1996 et 2003 ont précipité le lent travail d'érosion initié sous l'ère du Président Mobutu Sese Seko. Ce dernier a pris le pouvoir en 1965, cinq ans après que

Pour le Rwanda, cette guerre relevait d'un impératif sécuritaire: éliminer la menace que représentait la présence de milices rwandaises hutues à ses frontières, des milices ayant fui le pays après avoir perpétré le terrible génocide de 1994 au cours duquel plus de 800 000

Tutsis et Hutus modérés ont péri.

Alors qu'une véritable armée commandée par le futur Président rwandais Paul Kagamé quittait l'Ouganda en direction du Rwanda, s'emparant de la capitale Kigali en juillet 1994, plus d'1,2 million de Hutus rwandais franchirent la frontière congolaise pour s'installer dans de gigantesques camps de réfugiés près de Goma et Bukavu, dans l'est du Zaïre (le nom de la RDC à l'époque).

En plus des centaines de milliers de citoyens ordinaires – dont beaucoup périrent du choléra dès les premiers jours – ces camps abritaient

d'anciens génocidaires, des *Interhamwe* et des membres des ex-Forces armées rwandaises (ex-FAR). Les appels répétés de l'UNHCR et d'autres acteurs pour réclamer une action internationale afin de les extraire des camps ne furent pas entendus. «Les conséquences ont été catastrophiques», explique la directrice du bureau pour l'Afrique de l'UNHCR, Marjon Kamara, «à la fois pour de nombreux réfugiés et pour la RDC, qui paie le prix fort depuis.»

En septembre 1996, après une succession d'attaques transfrontalières par les *Interhamwe* et leurs alliés, l'armée rwandaise lance une série d'attaques à l'arme lourde contre ces camps et procède à l'envoi de troupes.

Dans le chaos qui s'en suit et auquel prennent part tant l'armée congolaise et les forces rebelles que les militaires rwandais, quelque 600 000 réfugiés rentrent au Rwanda, tandis que des centaines de milliers d'autres – réfugiés et anciens *Interhamwe* confondus – s'enfoncent dans la forêt ou s'enfuient plus à l'ouest. Nombre d'entre eux meurent de faim et de maladie ou sont exécutés lors de massacres qui



© M. BLEASDALE / DRC-2004

Les mines, telles que cette mine d'or en plein air, ont été placées sous le contrôle de divers groupes armés, et même de plusieurs Etats. Les immenses richesses minérales de la RDC ont nourri le cycle destructeur de guerre et de violence qui a ravagé le pays.

le pays n'obtienne son indépendance de la Belgique. En 1971, «l'année des 3 Z», Mobutu a rebaptisé sous le nom de Zaïre le pays, le fleuve et la monnaie nationale. Dans le cadre de cette politique de «zaïrianisation», il a ensuite entrepris de nationaliser les grandes entreprises, une décision qui a précipité le déclin économique du pays, l'impact social et financier de la corruption généralisée se répercutant peu à peu à tous les échelons de la société.

Ce n'est qu'en 1997, lors de la première guerre du Congo, que Mobutu est finalement chassé du pouvoir par un certain Laurent-Désiré Kabila, fils d'un postier du Katanga... Kabila, maquisard charismatique et opposant de la première heure au régime mobutiste; Kabila que Ché Guevara avait rencontré en 1965, lors de son séjour historique en terre congolaise pour y nourrir un foyer révolutionnaire...

L'IMPACT RWANDAIS

LE SUCCÈS DE LA CAMPAGNE MENÉE PAR KABILA contre Mobutu a bénéficié de l'appui substantiel de deux pays: le Rwanda et l'Ouganda.



UNHCR / SATELLITE IMAGEMAP © 1996-2004 PLANETARY VISIONS

se poursuivront une bonne partie de l'année suivante. A ce jour, le nombre de victimes reste l'objet de controverses.

Pendant ce temps, le paysage politique congolais évolue radicalement. Encouragé par la victoire de ses forces rebelles à l'est, Kabila renverse Mobutu et s'empare du pouvoir en mai 1997. Mais la période de calme relatif qui suit n'est que de courte durée ; un nouveau mouvement de rébellion, cette fois contre Kabila, émerge à l'est.

LA DESCENTE VERS L'ANARCHIE

EN EFFET, TRÈS RAPIDEMENT, LES VELLÉITÉS d'indépendance de Kabila suscitent de fortes tensions avec ses anciens parrains rwandais et ougandais. La deuxième guerre du Congo débute le 2 août 1998.

Ce conflit est connu comme la « première guerre mondiale d'Afrique » car il implique pas moins de 7 pays africains. Il aboutit à la scission du territoire congolais entre une zone sous contrôle gouvernemental à l'ouest et une zone rebelle à l'est, tenue par diverses factions aux alliances fluctuantes, dont le Mouvement pour la Libération du Congo (MLC) de Jean-Pierre Bemba, candidat malheureux des récentes élections présidentielles.

Très vite, la RDC devient le champ de bataille où les pays voisins règlent leurs conflits internes, tandis que les groupes politiques et ethniques congolais sont pris dans cette spirale croissante de violence. Ainsi, les communautés *banyamulenge* hutues et tutsies – parfois installées sur le sol congolais depuis des décen-



© S. SALGADO / ZENIT 1994

nies – se retrouvent-elles au cœur d'un conflit de plus en plus complexe, en partie du fait de leurs liens historiques avec le Rwanda voisin.

Les mouvements de résistance locaux se multiplient. Le plus connu est celui des *Mai Mai* dans le nord de la province diamantifère du Katanga. Au début, explique Zacharie Kasongo, ils étaient « bien perçus par la population, comme des gens qui avaient un idéal à défendre ». Mais, le mouvement, peu structuré, échappe rapidement à tout contrôle. D'autres groupes, tels que les *Hemas* et les *Lendus* au nord-est, prennent aussi part aux combats incessants, aux massacres et aux atrocités, dont l'un des plus tragiques épisodes a lieu dans la région de Bunia, dans le district de l'Ituri, en 2002 et 2003, aboutissant à la première intervention militaire conjointe jamais organisée par l'Union européenne.

Environ 1,2 million de réfugiés rwandais sont arrivés dans l'est de la RDC après le génocide rwandais de 1994. Les *Interhamwe* génocidaires qui ont fui à leurs côtés ont contribué à la déstabilisation du grand pays voisin du Rwanda.

Des intérêts divers et multiples ont profité du chaos pour s'emparer d'une partie de l'incroyable trésor minéral de la RDC.

Nombre d'acteurs en présence – forces étrangères d'occupation, groupes tribaux locaux, factions politiques et groupes d'intérêt commerciaux d'envergure internationale – vont profiter de ce chaos pour puiser abondamment dans les étourdissantes richesses minérales du pays.

Au final, l'ensemble des groupes armés présents dans l'est du Congo commettent, à diverses échelles, des exactions graves contre des civils : exécutions en masse, tortures, viols collectifs, travaux forcés, vols et enlèvements, pour n'en citer que quelques-uns. Largement ignoré par le reste du monde, tout un pan de la RDC sombre dans une orgie de violence et d'anarchie.

A Kinshasa, la capitale située à quelque 2 500 kilomètres à l'ouest, l'aggravation de l'insécurité alimentaire, occasionnée par la suspension des

approvisionnements en provenance des zones rebelles, contraint les habitants à transformer chaque parcelle de terre disponible en potager. Mais cette « économie de résistance » qu'évoque le chercheur congolais Thierry Mayamba Nlandu a ses limites.

La signature, en juillet 1999, des Accords de paix de Lusaka, sous l'égide de l'Organisation de l'Unité africaine offre un espoir plus concret. Ces accords prévoient la création d'une Commission mixte avec les divers belligérants et le déploiement d'une force armée onusienne, la MONUC.

Les déplacements de populations ne cessent pas pour autant. D'après le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), plus de trois quarts des familles vivant dans les zones

rurales de l'est du Congo se seraient déplacées au moins une fois au cours des cinq dernières années et quelque 1,2 million de Congolais étaient encore déplacés à l'intérieur des frontières nationales début décembre 2006.

SCHÉMAS DE DÉPLACEMENT

LES SCHÉMAS DE DÉPLACEMENT SONT EXTRÊMEMENT variés, témoignant de la complexité de la situation politico-militaire. La plupart de ces mouvements oscillent entre 5 et 80 kilomètres et n'excèdent pas 48 heures, les habitants préférant rester près de leurs villages pour leur grande majorité. Début 1996, 431 000 Congolais avaient toutefois pris le chemin de l'exil pour devenir des réfugiés.

Pendant le conflit, certaines zones de l'est ont été pratiquement vidées de leurs habitants, tel le « triangle de la mort » dans la province du Katanga, livré aux exactions du seigneur de guerre Gédéon, qui s'est rendu à la MONUC avec sa bande d'enfants soldats en mai dernier.

Quant aux quelque 300 000 réfugiés de nationalité principalement angolaise, burundaise, rwandaise, ougandaise et soudanaise qui pensaient avoir trouvé la sécurité en RDC, ils ont, eux aussi, été pris dans la tourmente congolaise.

Hilarie Mukamurara, une Rwandaise arrivée en RDC avec sa famille en 1994 évoque ses années d'errance : « Nous étions bloqués dans la forêt, nous avons souffert de l'insécurité, du froid et de la faim. »

Son mari, Pierre, poursuit : « Pendant de nombreuses années, les groupes rebelles en RDC nous ont empêchés de rentrer en sécurité au Rwanda. » En 2004, ils ont même été kidnappés, avant de réussir à s'échapper et à rejoindre un centre de l'UNHCR, d'où leur départ pour le Rwanda a finalement pu être organisé.

S'EN SORTIR COÛTE QUE COÛTE

CONFRONTÉS À UNE ÉCONOMIE EXSANGUE, LES Congolais ont appris à vivre « au taux du jour », comme ils le disent avec humour. Le *kibabola*, mélange de cendres d'épluchures de bananes, d'arbres et d'huile de palme s'est progressivement substitué au savon de lessive. L'essence manquant, les commerçants se sont mis à parcourir des centaines de kilomètres à bicyclette dans des zones instables. Et c'est également ainsi que le *tsukudu*, robuste trottinette de fabrication artisanale

LES RÉFUGIÉS CONGOLAIS DANS LE MONDE

(au 1^{er} janvier 2006)

Pays d'asile	Réfugiés
AFRIQUE (les 10 premiers pays)	
Rép.-Unie de Tanzanie	150 100
Zambie	61 200
Congo	56 400
Rwanda	41 400
Ouganda	20 600
Burundi	20 400
Angola	13 500
Afrique du sud	10 600
Zimbabwe	6 500
Rép. centrafricaine	3 300
HORS D'AFRIQUE (les 5 premiers pays)	
France	8 500
Royaume-Uni*	6 500
Allemagne	6 300
Canada*	5 100
Etats-Unis*	2 400
AUTRES	18 200
Total	431 000

* Estimations de l'UNHCR

Six années dans l'est de la RDC

Denise Beutler est une jeune femme dynamique et souriante. Arrivée en Suisse en 2000, où elle vit avec son fils et son mari, elle témoigne de ses six années passées dans la province du Nord-Kivu, dans l'est de la RDC.



UNHCR / C. POUILLY / CHE-2006

Originnaire de Kinshasa, elle s'est installée à Goma dans le cadre de son travail de fonctionnaire des douanes en mars 1994, peu de temps avant le génocide au Rwanda et l'afflux massif de réfugiés rwandais en RDC qui a suivi.

«C'était comme si tout le Rwanda fuyait, se souvient-elle... Les gens s'entassaient ; certains mouraient sur place à cause de la fatigue, animés seulement par la peur. Goma était devenue un cimetière vivant. Moi, j'ai hébergé trois personnes. Certains Congolais ont pris des enfants qu'ils avaient trouvés au bord de la route tétant le sein de leur mère morte. Nous étions très touchés.»

«Qu'il s'agisse de soins, d'eau potable ou de sécurité, c'est allé de pire en pire. Le choléra faisait des ravages. Moi, on m'a attaquée dans la petite maison où je vivais, des gens cagoulés et armés. Si je suis vivante, c'est parce que je les ai laissés tout prendre.»

Deux ans plus tard, en 1996, la rébellion contre le régime de Mobutu s'empare de plusieurs villes, dont Goma, avant de voler, de victoire en victoire, jusqu'à Kinshasa.

«Quand l'ADFL (l'alliance dont Kabila a pris la tête) est entrée, j'étais allée voir un collègue dans un autre quartier. On sortait de chez lui quand on a vu toute une masse de gens qui couraient... On a fait pareil. Les tirs continuaient. Je me souviens, il y avait une femme qui était devant moi ; elle a reçu une balle en pleine tête. Je l'ai évitée de justesse alors qu'elle tombait. Je ne pouvais rien faire. Des obus étaient tirés contre la population civile. Ça coulait comme une pluie torrentielle.»

«Tout le monde a paniqué. On est allé dans la forêt. J'avais un peu d'eau, de pain, un petit sachet de sucre avec moi ; c'est ce qui nous a sauvés. A un moment, j'ai dit : "J'arrête. Je ne suis pas d'ici ; je ne connais pas cet endroit, alors je préfère mourir sur place pour qu'au moins on retrouve mon corps et que ma mère sache que je suis morte."»

Heureusement, la situation s'étant calmée, Denise parvient à rentrer à Kinshasa pour se rétablir du traumatisme enduré. «Je voyais encore des corps démembrés, une tête ici, une jambe là-bas. Je pleurais sans arrêt. Je revoyais les habits que j'avais portés, pleins de sang.»

Pour ne pas perdre son emploi, elle n'a cependant pas d'autre choix que de revenir à Goma après son accouchement, fin 1997. Sur place, la vie reprend peu à peu son cours, mais, le 2 août 1998, la deuxième guerre du Congo débute et, avec elle, un nouveau flot, terrible, d'exactions contre les civils. C'est le sort réservé aux femmes qui a le plus frappé Denise. «Des femmes ont été violées en présence de leurs enfants, de leurs maris, explique-elle. C'était horrible. Après il y en avait qui attrapaient des couteaux et leur mettaient dans le vagin. Jusqu'à aujourd'hui le monde a fermé les yeux mais c'est la réalité. Leur foyer a été détruit. Beaucoup de ces femmes sont rejetées... des femmes mutilées, dont la féminité a été détruite, des femmes qui ne pourront plus jamais concevoir. Ce sont des vies humaines qui ont été détruites.»

A Goma, l'arrivée de forces rwandaises supplémentaires suscite un regain de tensions. Denise, qui agit aussi en sa qualité de présidente de la délégation syndicale, partage le sentiment croissant d'humiliation ressenti par ses compatriotes et décide de démissionner.

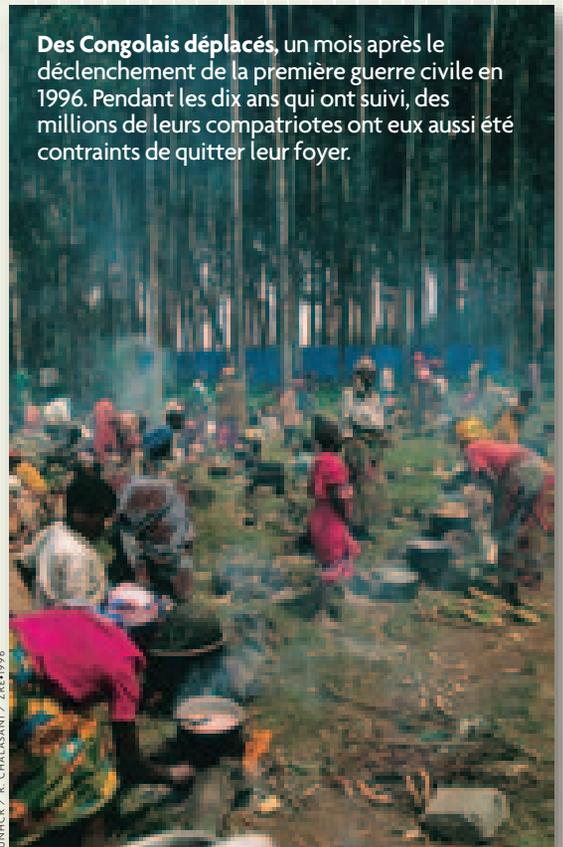
«Des gens m'avaient dit de ne pas le faire. En plus, j'avais écrit un article dans un journal local pour dénoncer les trafics

au niveau des frontières, des trafics illégaux.»

Se sentant trop exposée, elle décide une fois encore de partir. Déguisée en paysanne se rendant au marché, elle entre au Rwanda et récupère, avec l'aide de gens qui l'attendent sur place, une partie de ses affaires. De là, elle se rend au Kenya, puis en Suisse, où elle s'installe, obtient le statut de réfugié et rencontre son époux.

Malgré son courage et sa volonté d'aller de l'avant, les séquelles des

Des Congolais déplacés, un mois après le déclenchement de la première guerre civile en 1996. Pendant les dix ans qui ont suivi, des millions de leurs compatriotes ont eux aussi été contraints de quitter leur foyer.



UNHCR / R. CHALASANI / ZRE-1996

traumatismes passés demeurent : «Le 1^{er} août (jour de la fête nationale suisse), je me suis terrée sous le lit lorsque le feu d'artifice a débuté. J'ai cru que la guerre recommençait ; j'avais oublié que j'étais en Suisse.»

«Je ne lâcherai jamais, conclut-elle. C'est pour ça que j'accepte de témoigner à visage découvert. Ce qui me tient le plus à cœur, c'est d'agir pour les femmes violées.»

— Interview par Cécile Pouilly

L'hôpital où Immaculée est en train d'être soignée, après avoir été attaquée par des miliciens lendus, a été pillé et son matériel volé. Même ces pansements ont dû être récupérés des débris.



pouvant transporter plus de 100 kilos, est devenu le roi des pistes congolaises...

Pour sauvegarder le peu qui leur restait de la voracité des assaillants, les villageois sont même allés jusqu'à créer «des faux villages pour attirer... les milices et les bandits, alors que le gros des biens et des animaux était caché ailleurs», raconte Cyprien Fabre, un représentant du Service d'Aide

Humanitaire de la Commission européenne (ECHO), basé jusqu'à récemment à Bukavu.

Il poursuit : «Il y avait des zones très enclavées. Je me souviens de la première fois que je suis monté à Fizi, une petite ville à l'ouest, il n'y avait absolument rien, on avait des populations dans un état très difficile : c'était épouvantable... Au-delà de l'aide qu'on apportait, il y avait surtout l'espoir, je pense. Les gens étaient contents de se trouver enfin reliés au monde.»

RÉFUGIÉS EN RDC

(au 1^{er} janvier 2006)

Pays d'origine

Angola	106 800
Rwanda	42 400
Burundi	19 000
Ouganda	19 000
Soudan	11 700
Congo	5 200
Rép. centrafricaine	100
Autres	200
Total	204 400

LES OBSTACLES ENTRAVANT L'AIDE HUMANITAIRE

OUTRE L'INSÉCURITÉ, LE PROBLÈME PRINCIPAL que rencontre la communauté humanitaire tout au long de la crise est de pouvoir accéder physiquement aux populations dans le besoin. «Des heures et des jours de moto, dans des pirogues, c'est inimaginable la difficulté d'accéder à certains lieux», reprend Cyprien Fabre.

Ce désenclavement, qui passe par la réhabilitation des routes laissées à l'abandon, va devenir l'une des priorités du travail humanitaire. L'un de ses moments forts sera le lancement de la «barge de la paix».

Ce bateau de la MONUC quitte Kinshasa pour rejoindre Kisangani en juin 2001, réunissant symboliquement une nation divisée par la guerre après trois années de suspension de la navigation fluviale. L'opération, largement relayée par la radio des Nations Unies, Radio Okapi – la seule à couvrir l'ensemble du territoire – est d'autant plus importante pour les Congolais qu'elle redonne vie à une longue tradition d'échanges sur le Fleuve Congo, pivot de l'histoire, de l'économie et de la culture congolaises.

Une autre priorité est l'aide aux déplacés, dont la majorité se trouve dans les provinces du Sud-Kivu, Nord-Kivu, au Katanga et en Ituri, un district de la Province orientale qui a compté jusqu'à un million de déracinés au paroxysme de la crise.

Pour assurer une coordination efficace de cette assistance, les organisations humanitaires adoptent une approche testée dans 8 pays dans le monde et établissent des *clusters*, groupes de travail opérationnels couvrant des thèmes comme la santé, l'alimentation, l'eau, l'hébergement, l'éducation, la relance précoce et la protection, deux domaines dont l'UNHCR est chargé en coopération avec le PNUD et la MONUC respectivement.

LA PAIX ET LA RECHERCHE DE LA VÉRITÉ ?

SUR LE PLAN POLITIQUE, L'ASSASSINAT DE Laurent-Désiré Kabila le 16 janvier 2001 marque un tournant important. Son fils, Joseph, lui succède et devient Président par intérim. Ce changement relance le processus de paix qui aboutit, en décembre 2002, à la signature des Accords de Sun City, mettant un terme à la deuxième guerre du Congo.

Bien qu'à la mi-2003, toutes les troupes étrangères aient officiellement quitté le pays, diverses factions armées continuent à sévir, tels les 2 000 hommes de Laurent Nkunda qui font régner la terreur dans le Nord-Kivu.

Laurent Nkunda fait d'ailleurs l'objet d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale pour crimes



de guerre présumés pendant la prise de Bukavu en juin 2004. Dans un important précédent, la Cour a également obtenu l'arrestation de Thomas Lubanga, un seigneur de guerre notoire du district de l'Ituri accusé de crimes de guerre et d'enrôlement d'enfants.

L'armée nationale (les FARDC) est, elle aussi, mise en cause. Plusieurs sources sur le terrain considèrent qu'elle est devenue la principale source d'insécurité pour les civils. Selon un rapport de *Human Rights Watch* du 16 octobre 2006, elle continuerait à procéder à l'enlèvement de civils en Ituri pour du travail forcé.

Selon Michel Noureddine Kassa, le directeur de l'Initiative pour un leadership collaboratif et la cohésion de l'Etat en RDC, il est essentiel que «la culture d'impunité» cesse à tous les échelons du spectre politique et militaire. «Pour que la confiance et la cohésion soient restaurées, un changement significatif doit intervenir, en partant du sommet de la classe dirigeante», ajoute-t-il.

Dans un développement encourageant, douze

soldats ont écopé de 15 ans de prison, suite au viol collectif de 120 femmes et au pillage de deux villes de l'Equateur central, Nsongo Mboyo et Bongandanga, en décembre 2004.

Mais le problème de fond demeure, comme le souligne un diplomate étranger sous couvert de l'anonymat : «Après l'intégration de l'armée, la solde des militaires partait bien de Kinshasa mais il y avait une évaporation importante avant que ça n'arrive dans la poche du soldat de deuxième classe de base. Comme les militaires ne sont pas payés, ils se servent. Que ce soit l'armée régulière, les rebelles ou les milices, ce sont les mêmes, ils ont faim, au sens propre du terme ; quand ils dévalisent des maisons, ils visitent d'abord la cuisine.»

MOUVEMENTS CROISÉS DE POPULATIONS

L'ACCALMIE SURVENUE DEPUIS JUIN 2003 A toutefois permis le retour de nombreux déplacés et

Un jeune Hema de dix ans chasse une femme de sa boutique lors des batailles, atrocités et repréailles entre miliciens hemas et lendus à Bunia en 2003.

**Outre l'insécurité, le problème principal
c'est l'accès physique aux populations dans le besoin.**

RAPATRIÉS EN RDC



La RDC, dont la superficie égale celle de l'Europe occidentale et dont le territoire est couvert de vastes zones forestières, est pratiquement dépourvue de réseau routier, ce qui rend la distribution des secours incroyablement difficile.

de réfugiés. En trois ans, des centaines de milliers de déplacés internes ont ainsi regagné leur foyer, auxquels s'ajoutent quelque 85 000 réfugiés revenus d'exil, principalement de Tanzanie et du Congo-Brazzaville. Ceux qui rentrent, pour la plupart au Katanga, dans la Province orientale et les deux Kivus, sont parfois confrontés à d'importantes difficultés, du fait de la destruction des maisons et de services de base inexistants.

Pour faciliter le rapatriement de quelque 38 000 réfugiés, l'UNHCR fournit des colis d'assistance aux rapatriés. L'agence a aussi établi divers programmes visant à la relance des communautés accueillant les personnes rentrées. Suite à l'assassinat d'anciens déplacés en Ituri, elle a ainsi lancé une initiative pour la résolution pacifique des problèmes fonciers. Elle

participe également à la rénovation des infrastructures scolaires et médicales, ainsi qu'au lancement de projets générateurs de revenus, tels que des moulins à manioc, des boulangeries et des ateliers de menuiserie et de couture. Ces projets «bénéficient non seulement aux personnes rentrées en RDC, mais aussi aux communautés dans leur entier», atteste Seibou Insa, responsable du bureau de l'UNHCR en Equateur.

Malheureusement, les mouvements de population ne suivent pas tous cette direction. De nouveaux déplacements ont eu lieu en 2006, du fait d'opérations militaires contre des groupes rebelles et de la recrudescence des attaques contre les civils. Le nombre de ces nouveaux déracinés s'élèverait chaque mois à 40 000, selon un rapport de l'*International Displacement Monitoring Center*.

Les agences humanitaires poursuivent donc leur travail auprès des déplacés, qui seraient encore 1,2 million selon les chiffres de décembre 2006, les opérations d'assistance étant souvent compliquées par le fait que seule une petite partie d'entre eux vit dans des camps.



Les Accords de Sun City et la MONUC



MONUC / C. ROULLERAC / DRC-2006

Signés le 17 décembre 2002 en Afrique du Sud, les Accords de Sun City prévoient le partage du pouvoir entre belligérants dans un gouvernement de transition, une constitution de transition, la démilitarisation, le retrait des troupes étrangères, le désarmement des milices, ainsi que l'organisation d'élections libres et démocratiques. Selon ces accords, une partie des anciennes forces rebelles doit être intégrée dans l'armée congolaise, les FARDC (Forces Armées de la République Démocratique du Congo).

Etablie en novembre 1999 par le Conseil de sécurité de l'ONU, la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République Démocratique du Congo (MONUC) joue un rôle important dans la mise en œuvre de ces accords et de ceux de Lusaka. Suite à la prise de Bukavu en juin 2004 par des forces rebelles sous le commandement de

Laurent Nkunda et Jules Mutebusi, et de la situation sécuritaire précaire persistante au Nord-Kivu et au Sud-Kivu, ses effectifs ont été renforcés de manière significative par le Conseil de sécurité en octobre 2004.

Placée sous le chapitre VII de la Charte de l'ONU, la MONUC est autorisée à utiliser «tous les moyens nécessaires, dans la limite de ses capacités et dans les zones de déploiement de ses unités», pour dissuader toute tentative de recours à la force qui menacerait le processus politique et pour assurer la protection des civils sous la menace imminente de violences physiques.

La MONUC a aussi pour mission de faciliter le processus de DDRRR (désarmement, démobilisation, rapatriement, réinstallation et réinsertion) et l'organisation des élections.

Dirigée par William Swing, ancien

ambassadeur des Etats-Unis en RDC sous Mobutu, la MONUC est l'opération de maintien de la paix la plus importante et la plus coûteuse au monde. C'est aussi l'une des opérations les plus complexes car elle inclut non seulement des fonctions militaires mais intervient aussi dans les domaines politique, humanitaire, de l'état de droit, de la police civile et des droits humains. Ses 17 600 soldats, originaires de 50 pays, sont répartis sur un territoire qui couvre presque les deux tiers de l'Union européenne. Comme le spécifie le site Internet de la MONUC, cette force est «sévèrement mise à l'épreuve par des difficultés opérationnelles et logistiques que représente le déploiement dans un pays aux dimensions d'un continent, mais sans routes, où le tiers du budget est absorbé par la nécessité de s'installer avant de commencer le travail».

DÉMOCRATIE ET ÉLECTIONS

MALGRÉ CES DIFFICULTÉS ET L'ÉTAT DU PAYS, la RDC a poursuivi sa formidable avancée démocratique au cours de l'année écoulée. L'approbation, en décembre 2005, de la nouvelle Constitution par près de 85 % des votants témoigne de cet enthousiasme. Comme l'explique Eusebe Hounsokou, le délégué de l'UNHCR à Kinshasa : «Les gens en ont vraiment assez de ces combats... tout ce qu'ils veulent, c'est manger chaque jour à leur faim et envoyer leurs enfants à l'école.»

A cet égard, la tenue du premier tour des présidentielles, le 30 juillet, et du second tour entre Joseph Kabila et Jean-Pierre Bemba, le 29 octobre, a été une

opportunité unique de «réhumaniser des millions de Congolais», estime Michel Kassa, et de mettre fin à «dix années d'humiliation du peuple congolais», mu par «une volonté d'émancipation et de dignité commune, de l'Ituri au Bas-Congo».

Comme toujours en RDC, l'opération fut à la mesure du pays, gigantesque : 33 candidats en lice pour le poste suprême, 8 000 prétendants à la députation, plus de 25 millions d'électeurs et 52 000 bureaux de vote, dispersés sur un territoire de 2,3 millions de km². Ce fut la plus importante opération électorale de toute l'histoire des Nations Unies, un pari réussi, malgré l'immense défi logistique lié au manque d'infrastructures.

La force de maintien de la paix des Nations Unies est la plus importante opération au monde, avec plus de 17 000 soldats.

Etant donné l'état du pays, les **progrès** accomplis avant et pendant les **élections** présidentielles sont vraiment remarquables.

Après cinq années d'exil, une réfugiée rapatriée reçoit un accueil chaleureux de ses proches, dans la province de l'Equateur.



L'annonce par la Commission électorale, le 15 novembre, de la victoire de Joseph Kabila, avec près de 58% des votes, s'est déroulée dans un climat de tensions, suscité par la crainte que l'étape cruciale qui

allait suivre, celle de l'acceptation du résultat, ne sonne le glas du processus démocratique. Les combats de rue qui ont eu lieu à Kinshasa entre les deux tours, faisant au moins 23 morts parmi les partisans des deux camps, sont venus rappeler à tous combien la situation demeurait fragile.

L'incendie de la Cour suprême, le 21 novembre suivant, a encore ravivé ces inquiétudes. Mais, deux jours plus tard, alors que les troupes des Nations Unies et de l'Union européenne patrouillaient dans les rues de Kinshasa et que la communauté internationale scrutait sa réaction, Jean-Pierre Bemba a commencé à retirer ses troupes de la capitale. Et, le 27 novembre, peu avant que ce magazine ne soit mis sous presse, la Cour suprême a confirmé le résultat des élections.

Malgré une marge confortable pour Kabila, ce scrutin a confirmé une polarisation entre la partie ouest du pays, Kinshasa incluse, en faveur de Bemba, et la moitié est qui a massivement voté pour Kabila. C'est à la lumière de cette division que l'assurance donnée, le 29 novembre, par le candidat perdant qu'il ne s'opposerait pas à la décision de la plus haute instance judiciaire du pays a pris une dimension toute particulière et a été accueillie avec un tel soulagement.

Cette polarisation reste néanmoins source de danger. Même si la RDC parvient à traverser dans un calme relatif la période post-électorale, le combat à long terme pour établir une démocratie stable et une prospérité durable n'en est encore qu'à ses balbutiements. Comme le remarquait William Swing, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC: «le pire serait qu'on ait une bonne élection et que rien ne change.» ■

Reconstruire sa vie

En septembre dernier, la province du Sud-Kivu a accueilli son 20 000^e réfugié rapatrié. Depuis leur retour, nombre de ces personnes ont déjà eu un impact positif sur leurs communautés d'origine, tel Samora, qui a mis sur pied une affaire florissante dans son village de Kazimia: «Avant la guerre, il y avait une machine à moulin ici, dit-il. Après la guerre, il n'y en avait plus, du moins jusqu'à ce que je revienne.» Désormais, tous les matins, des femmes font la queue devant son local pour faire moulin leur maïs et leur cassave. Grâce à lui, elles sont aujourd'hui beaucoup moins nombreuses à devoir piller la nourriture chaque jour pendant des heures.

A quelques kilomètres de là, dans le village de Lubondja, un homme de 46 ans du nom de Msambyo Choloko, s'est lui aussi distingué depuis qu'il a décidé de traverser le Lac Tanganyika

pour mettre fin à son exil. «Lorsque je me suis enfui, je n'avais aucune compétence particulière, explique-t-il, mais, dans le camp de réfugiés, un Congolais prénommé Survey m'a appris à travailler le bois.» Grâce à l'outillage reçu de l'UNHCR, il a pu monter une petite affaire de menuiserie. Aujourd'hui, ses revenus lui permettent de subvenir aux besoins de sa famille et d'envoyer ses enfants à l'école. Depuis quelques temps, son atelier a même commencé à accueillir des apprentis: deux septuagénaires qui n'avaient pas d'autre choix pour gagner leur pain. «Ils apprennent à une vitesse impressionnante», raconte leur professeur.

Jens Hesemann, qui travaille pour l'UNHCR à Kinshasa, confirme: «Ces signes sont encourageants. Un retour durable se fonde sur des milliers de petits succès comme celui-ci.»

Une parini TANT D'AUTRES

L'histoire d'une Congolaise violée



MONUC / C. BOULIERAC / DRG2005

PAR MILLICENT MUTULI

IL Y A PLUS DE SIX ANS, BÉATRICE M.* qui était alors lycéenne, a été enlevée par une milice armée, à Karanga, près de Goma au Nord-Kivu – l'épicentre des guerres civiles congolaises des dix dernières années. Avec cinq autres jeunes filles de son village, elle a été détenue dans un camp de fortune près des collines de Rutshuru et violée de manière répétée par des soldats parlant le kiswahili et le kinyarwandais.

Sa fille Pélagie, aujourd'hui âgée de cinq ans, est l'enfant de l'un de ces tortionnaires.

«Pendant une semaine, nous avons été maintenues attachées avec des cordes, à la manière dont on ligote une chèvre», raconte Béatrice dans un mélange de kiswahili et de français. «Vous pouvez voir les traces sur ma jambe», dit-elle, en indiquant les marques imprimées dans sa chair. «Ils ne nous détachaient que pour se satisfaire.»

Les kidnappeurs de Béatrice formaient un groupe de quelque 50 jeunes hommes

armés vivant dans des abris faits de feuilles, de branches et de bâches en plastique. Leurs prisonnières, laissées dehors, n'avaient pour toute protection que des eucalyptus.

«Nous sommes restées en plein air, exposées à la pluie, aux mouches, aux moustiques et à d'autres insectes. Même un animal est mieux traité que nous ne l'avons été», dit-elle.

Après environ trois mois, Béatrice a commencé à se sentir mal mais elle n'a osé en parler à personne, surtout pas à ses ravisseurs.

«Si vous disiez que vous étiez malade, vous étiez fouetté comme un animal», dit-elle.

Hormis une jeune fille du nom d'Elodie, toutes ses compagnes d'infortune sont mortes, «peut-être de maladie ou à cause des coups, ou des deux». Leurs corps ont été jetés dans des tombes peu profondes creusées par celles qui leur survivaient.

Alors que le groupe continuait à piller des villages sur la route d'Uvira, vers le sud,

il est tombé sur une autre milice armée – peut-être des Maï Maï. Un intense combat a éclaté, permettant à Béatrice – qui avait compris qu'elle était enceinte – et à Elodie de tenter leur chance et de s'enfuir.

Béatrice a finalement réussi à rejoindre Goma. Elle a été accueillie par une tante, qui pensait depuis longtemps, comme d'ailleurs tout le reste de la famille, que la jeune femme était morte.

Après la naissance de sa fille, Béatrice a décidé de rentrer à Karanga – contre l'avis de son père, qui craignait qu'elle ne soit en danger.

Elle a raconté à sa famille ce qui lui était arrivé. Elle avait maigri et savait que plusieurs personnes pensaient qu'elle avait le SIDA. Certains se sont montrés distants, mais la plupart lui ont témoigné de la sympathie. Il est difficile de mépriser la victime d'un viol en sachant que, demain, ce sera peut-être votre tour, celui de votre fille ou de votre mère.

Les raids de milices sur Karanga ont

continué, suivant presque tous le même scénario : des coups de feu précédant l'arrivée de combattants, des cris de villageois paniqués et enfin un désordre indescriptible de personnes fuyant vers les collines pour tenter de sauver leur vie.

C'est d'ailleurs ce qui s'est produit peu après le retour de Béatrice. Pour la deuxième fois en quatre ans, elle a dû fuir pour échapper aux bandes armées, mais cette fois avec un bébé sur le dos. Sa mère l'avait avertie, se souvient-elle : « La prochaine fois, ils te tueront, Béa. Tu dois partir. »

Béatrice s'est d'abord rendue en Ouganda mais elle est vite partie, après avoir reconnu l'un de ses agresseurs près d'une grande station de bus de la capitale,

Kampala. En septembre 2004, elle est arrivée au Kenya, où réside sa sœur.

En début d'année, Béatrice a rejoint une école de couture dans l'un des faubourgs de Nairobi. Sa fille va maintenant à la crèche.

Pélagie va bientôt fêter ses six ans. Elle commence déjà à poser des questions sur son père et Béatrice ne sait pas quoi lui répondre. Après tout, il peut être n'importe lequel des dizaines d'hommes armés pour lesquels Béatrice a servi de cuisinière, de porteur, de ménagère le jour et d'esclave sexuelle la nuit.

Lors de l'entretien, même en évoquant les épreuves qu'elle a subies pendant ses mois de captivité, Béatrice M. est restée neutre, presque détachée. C'est en parlant du père de son enfant que ses yeux se sont

remplis de larmes.

Aujourd'hui, Béatrice est sûre de deux choses : elle n'est pas encore prête à rentrer en RDC et jamais elle ne dira la vérité sur son père à Pélagie. Pendant les sessions de thérapie organisées par l'UNHCR, la question de faire un test de dépistage du VIH a été abordée avec elle.

« Je n'ai pas fait le test, dit-elle, parce que j'ai peur du résultat. Mais puisque Pélagie est en bonne santé, peut être que je ne suis pas séropositive. »

« Si je réussis à devenir une bonne couturière, alors je pourrai peut-être vivre ici », ajoute-t-elle doucement. ■

** Les noms de Béatrice M., de sa fille et de son village ont été modifiés afin de protéger son identité.*

BRUTALITÉ à l'état

Le VIH pourrait encore aggraver les souffrances

PAR SARAH RUSSELL
de la Coalition mondiale sur les femmes et le
SIDA

AU COURS DES DIX DERNIÈRES années, de nombreux groupes de combattants ont parcouru les provinces orientales de la République démocratique du Congo, massacrant des habitants, volant des biens et violant des dizaines de milliers de femmes et de jeunes filles. Ce chiffre est utilisé par mesure de prudence, mais plusieurs experts qui se sont penchés sur la question estiment que le nombre réel de personnes violées dans l'est de la RDC pendant la dernière décennie pourrait dépasser les 100 000. Nombreuses sont celles qui, comme Béatrice M. (voir l'interview précédente), ont

été détenues pour servir d'esclaves sexuelles pendant des semaines et des mois.

Ces exactions semblent, au moins partiellement, destinées à se servir des femmes comme d'un moyen d'aggraver les souffrances infligées à des communautés entières du fait de leur appartenance ethnique, tribale ou politique, ou de faciliter leur destruction. Une fois de plus, comme en Bosnie et au Darfour, le viol est utilisé comme une arme de guerre, de manière délibérée et incroyablement inhumaine. Le résultat : une population terrifiée, des villages désertés et, très certainement, une épidémie grave de VIH.

« En raison du conflit, il est presque impossible d'obtenir des statistiques fiables », indique Paul De Lay, directeur de l'évaluation à l'ONUSIDA. En 2002, l'organisation *Human Rights Watch*

estimait toutefois que près de 60 % des hommes armés qui écumaient la campagne en violant, en torturant et en mutilant des femmes et des jeunes filles pourraient être porteurs du VIH. L'ONG soulignait également que pratiquement aucune de ces femmes n'avait accès à des soins ou à des services de santé.

Aujourd'hui, le personnel médical commence enfin à atteindre des régions restées longtemps isolées du fait du conflit... et ce qu'il découvre fait froid dans le dos.

Selon l'ONG *Global Rights*, en 2005 et pour la seule province du Sud-Kivu, quelque 42 000 femmes ont été traitées dans des centres de santé pour « violences sexuelles graves ». Les médecins et les groupes de femmes expliquent que ces violences ne sont pas seulement



MONUC / Y. BOUZIANE / BDP/2004

La survivante d'un massacre : dans l'est de la RDC, de nombreuses femmes ont enduré de terribles épreuves entre les mains de combattants locaux ou étrangers.

pu

des femmes violées dans l'est de la RDC

saisissantes par leur ampleur mais aussi par leur brutalité.

L'une de ces survivantes a confié à *Human Rescue*, une autre organisation non gouvernementale : « Parfois les viols sont tellement violents qu'ils entraînent la mort... Les femmes peuvent être violées à n'importe quel moment du jour et de la nuit et n'importe où : au champ, au marché, sur le sentier vers la source, chez elles... Ils nous détruisent dans notre corps et dans notre âme. »

Ayant conscience qu'ils ne pourront pas accéder à la majorité des victimes, l'UNHCR et le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) coopèrent depuis le début 2006 et forment du personnel de santé au traitement des cas de viols, pour que les survivantes reçoivent les soins et les conseils adéquats.

Ces dernières sont encouragées à se présenter dans les 72 heures afin de prendre une prophylaxie contre le VIH et les autres maladies sexuellement transmissibles. Malheureusement, de nombreuses femmes continuent à cacher les abus qu'elles ont subis de crainte d'être rejetées par leurs communautés.

Dans le cadre d'une initiative régionale sur le SIDA et en collaboration avec les Gouvernements du Burundi, de la République démocratique du Congo, du Kenya, du Rwanda, de la Tanzanie et de l'Ouganda, l'UNHCR a aussi œuvré pour l'établissement de programmes globaux sur le VIH/SIDA pour les réfugiés, les rapatriés, les déplacés internes et les communautés locales de ces six pays.

La sensibilisation aux questions du VIH et du SIDA fait aussi partie du programme

de désarmement, de démobilisation et de réintégration qui a débuté en juillet 2004. Le défi consiste non seulement à faire prendre conscience aux anciens combattants des dangers du SIDA mais également à les persuader de modifier leur comportement sexuel.

Les participants reçoivent des informations sur le virus et sur ses modes de transmission. Ils apprennent pourquoi les combattants sont un groupe à haut risque. La possibilité de se faire dépister et de bénéficier de conseils leur est également offerte. Mais, peu d'entre eux acceptent de faire le test, ce qui laisse à craindre que beaucoup de miliciens démobilisés séropositifs ne regagnent leurs communautés et ne participent à la propagation de l'épidémie. ■

Les réfugiés congolais d'A

PAR JACK REDDEN

DANS UN APPARTEMENT D'UN QUARTIER jadis prospère de Johannesburg, une mère parle, son enfant dans les bras. Elle a quitté la République démocratique du Congo il y a huit ans, pour fuir les combats sanglants entre le Gouvernement de Laurent-Désiré Kabila et les forces rebelles opérant avec le soutien de l'étranger. Dans une rue toute proche, un Congolais fraîchement diplômé raconte son arrivée, deux mois auparavant, après qu'il ait dû quitter son pays à cause de ses prises de position lors de la campagne présidentielle.

Les Congolais forment aujourd'hui le plus important groupe de réfugiés d'Afrique du Sud, avec plus de 10 000 cas reconnus et 15 000 demandes d'asile en cours de traitement. Du fait des violences continues dans leur pays et des tensions politiques, mais aussi en raison d'un réseau illégal de trafiquants qui organisent la traversée des pays intermédiaires, le flot de demandeurs d'asile congolais vers l'Afrique du Sud ne semble pas prêt de tarir.

« Une cousine qui vivait avec nous est rentrée il y deux mois », explique une Congolaise interviewée juste avant la publication des résultats définitifs des élections et qui préfère être identifiée sous le nom de Gloria. « Elle vient d'appeler pour dire qu'elle ne peut pas rester à cause des tensions politiques et qu'elle va revenir en Afrique du Sud. »

Maman de trois petites filles, dont la plus âgée a six ans et la plus jeune quelques mois à peine, Gloria vit avec son mari. Bien qu'il soit employé dans le secteur des technologies de l'information, il gagne moins de 200 dollars par mois. La famille vit dans un ancien quartier chic de Johannesburg, mais la piscine située à l'arrière de l'immeuble et laissée à l'abandon depuis tant d'années ne sert plus qu'à abriter des ordures et des flaques d'eau saumâtre. Ils partagent le loyer, de 170 dollars par mois pour un appartement d'une seule chambre, avec trois autres familles de réfugiés.

Gloria réclame surtout de l'aide pour que sa fille aînée puisse aller à l'école car, dit-elle,

la famille n'a pas les moyens de payer les frais de scolarité, même modestes, dont les réfugiés, comme les Sud-africains, doivent s'acquitter : « C'est important pour leur avenir. Ça me fait de la peine de les voir à la maison. » Une étude de 2003 a montré que près de la moitié des réfugiés congolais avaient suivi des études supérieures, le pourcentage le plus élevé parmi toutes les communautés réfugiées interrogées. À titre de comparaison, seuls 5% des Sud-africains ont un tel niveau d'éducation.

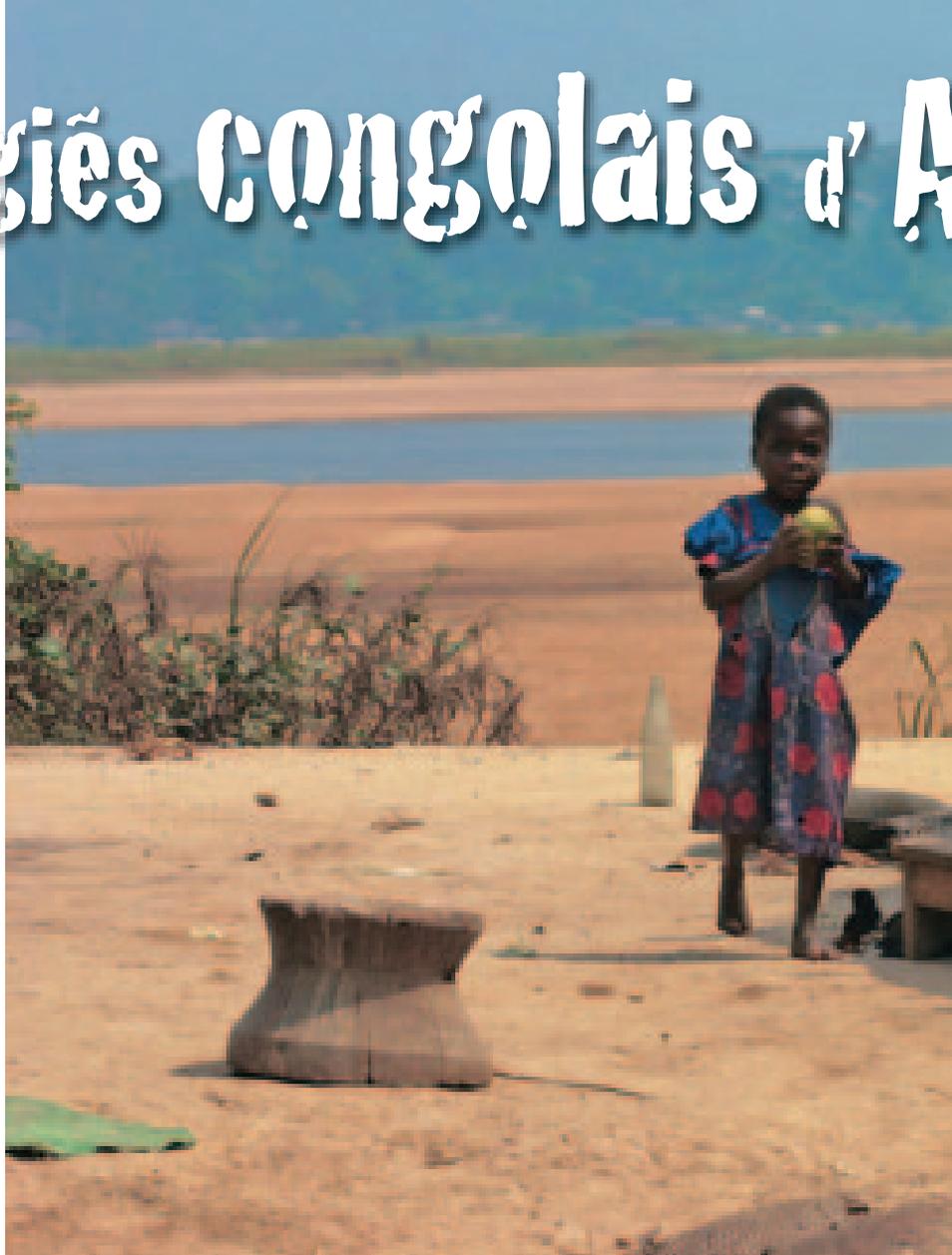
Les réfugiés congolais sont dispersés sur tout le continent. En Afrique australe, ils sont plus de 60 000 en Zambie – dont 40 000 dans des camps situés près de la frontière avec leur pays d'origine –, 13 000 en Angola et 6 500 au Zimbabwe.

La région de la RDC qui borde la Zambie sert de point de sortie pour la plupart des Congolais qui se rendent en Afrique du Sud,

le moteur économique du continent qui attire, comme un aimant, migrants économiques et demandeurs d'asile. Les requérants congolais racontent qu'ils paient pour monter à bord de camions les transportant hors de RDC et traversant la Zambie et le Zimbabwe jusqu'à l'Afrique du Sud. Certains sont amenés jusqu'à des adresses précises, telle cette église de Johannesburg qui a servi de point de rendez-vous entre une Congolaise et son parent qui avait couvert ses frais de transport.

« Certaines personnes ne viennent de RDC que pour le travail, mais c'est très rare », explique Blaise Nzuzi, du Service jésuite aux réfugiés, l'un des partenaires de l'UNHCR en Afrique du Sud. « De nos

“A ce stade, je ne peux pas



Afrique du Sud

Près d'un demi million de réfugiés vivent hors de la RDC, parmi lesquels ces enfants qui se trouvent sur l'autre rive du Fleuve, au Congo voisin. Plus de 25 000 réfugiés et demandeurs d'asile ont parcouru à pied, en voiture ou par d'autres moyens des milliers de kilomètres en quête d'une vie meilleure et plus sûre en Afrique du sud.



UNHCR / J. HESEMANN / ROCQ2006

jours, pour l'essentiel, c'est en raison de la situation politique.»

Esper, une infirmière, explique avoir quitté la RDC après que des soldats l'aient prise à partie près de l'hôpital où elle travaillait, dans l'est du pays, car ils soupçonnaient, à juste titre, le personnel de soigner des Rwandais blessés. «Ils ne voulaient pas entendre parler de notre devoir de traiter toute personne ayant besoin de soins. Il y a eu des coups de feu. J'ai couru vers l'hôpital pour dire aux patients de fuir et puis je me suis échappée par une porte arrière et je me suis cachée dans la brousse.» Après avoir voyagé à pied, par bateau puis à bord d'un camion de trafiquants, elle est finalement arrivée en Afrique du Sud. Malheureusement ses trois

enfants, son fils de 17 ans et ses deux filles de 16 et 12 ans, sont restés en RDC. Son mari étant décédé, un ami a pris en charge les enfants mais, depuis son arrivée, il y a cinq mois, elle n'a toujours pas réussi à les contacter. «J'adorerais rentrer voir mes enfants et reprendre mon travail», dit-elle, depuis une maison remplie de réfugiés congolais du district de Yeovil, à Johannesburg. «Mais mon frère m'a dit que je ne peux pas revenir tant que le gouvernement actuel est au pouvoir.»

A la différence de nombreux autres pays où les réfugiés et les demandeurs d'asile sont confinés dans des camps, l'Afrique du Sud n'a jamais imposé de telles restrictions. Mais cette liberté accordée aux réfugiés, qui leur donne des droits similaires à ceux des

citoyens, s'accompagne de l'obligation de se prendre en charge. L'étude de 2003 menée par l'UNHCR a révélé qu'en dépit de leur niveau d'éducation relativement élevé, les personnes originaires de RDC disposaient des revenus par foyer les plus bas de tous les groupes de réfugiés – en moyenne seulement 70 dollars par mois. «Les réfugiés ont vraiment besoin d'aide mais ici, c'est compliqué», raconte Léon, un journaliste congolais qui a fui son pays il y a trois ans, après avoir reçu des menaces pour avoir participé à un programme télévisé. «Ici, on attend d'eux qu'ils soient productifs, qu'ils subviennent à leurs besoins.»

Désireux de poursuivre ses activités professionnelles, Léon a appris l'anglais en plus du français, qu'il pratiquait déjà dans son pays.

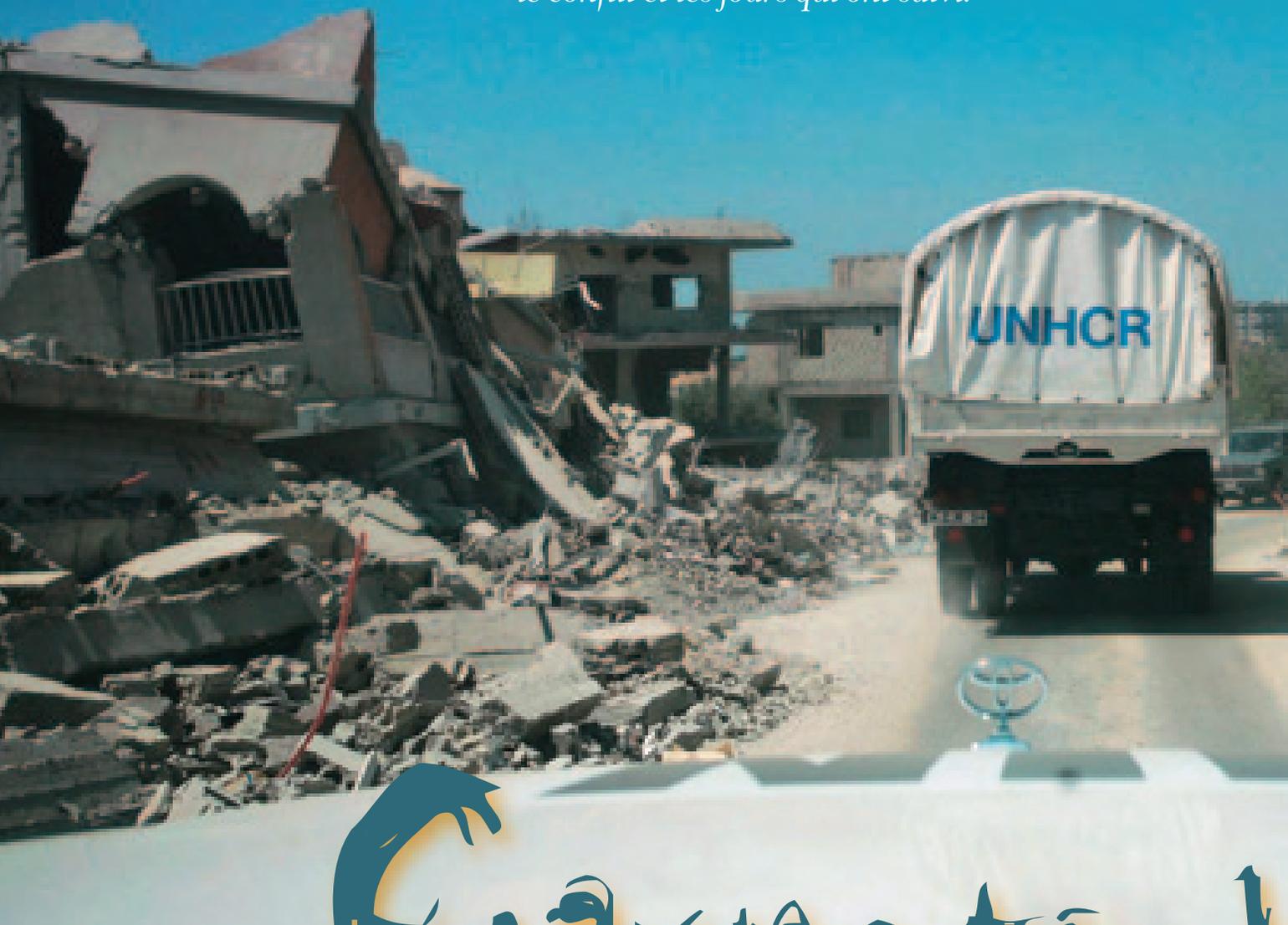
Les Congolais, à l'instar des autres réfugiés d'Afrique du Sud, sont souvent jeunes et célibataires ou séparés de leurs conjoints. Bien qu'ils soient dispersés sur l'ensemble du territoire, c'est la ville de Johannesburg, la capitale commerciale de l'Afrique du Sud, qui en accueille la plus forte concentration. Leurs profils reflètent bien la diversité de leur immense patrie, rivalités politiques et ethniques incluses. L'émotion entourant les élections de 2006 a été si forte qu'une organisation humanitaire travaillant auprès des réfugiés en Afrique du Sud a suggéré qu'il pourrait être dangereux d'organiser une réunion mettant en présence des supporters des deux candidats à la Présidence.

«A ce stade, je ne peux pas parler d'intégration, il reste encore tant d'obstacles à surmonter», déclare un étudiant diplômé en relations internationales qui a quitté la capitale congolaise, Kinshasa, après le premier tour des élections nationales cette année, suite à des menaces lancées contre lui par des partisans de formations adverses. «Mais je ne peux pas non plus me résoudre à rentrer.»

Si le calme initial qui a suivi la publication des résultats électoraux par la Cour suprême persiste, la prudence aisément compréhensible dont font preuve les réfugiés présents en Afrique du Sud laissera peut-être place, peu à peu, à davantage d'optimisme. ■

parler d'intégration, il reste encore tant d'obstacles à surmonter.”

La guerre de 34 jours qui s'est déroulée l'été dernier au Liban, déplaçant plus d'un million de personnes, a pris l'ensemble de la planète au dépourvu. Sept membres du personnel de l'UNHCR qui ont travaillé dans la région pendant la crise racontent leur expérience pendant le conflit et les jours qui ont suivi.



Un convoi d'aide de l'UNHCR entre dans la ville de Siddiqin, dans le sud du Liban.

Carnets d



e bord

Les chroniqueurs:

CAROL EL SAYED (CS), 30 ans, libanaise.
Actuellement en poste au Liban.

ARAFAT JAMAL (AJA), 36 ans, américain.
Actuellement en poste au Liban.

ARJUN JAIN (ARJ), 32 ans, indien.
Actuellement en poste à Genève.

ASTRID VAN GENDEREN STORT
(AvGS), 39 ans, néerlandaise.
Actuellement en poste à Genève.

MICHAEL BAVLY (MB), 71 ans, israélien.
Représentant honoraire de
l'UNHCR à Jérusalem.

ANNETTE REHRL (AR), 43 ans, allemande.
Actuellement en poste au Libéria.

LISA QUARSHIE (LQ), 37 ans, ghanéenne.
Actuellement en poste au Ghana.

Mercredi 12 juillet

COURRIER ELECTRONIQUE DE L'UNHCR BEYROUTH AU SIÈGE À GENÈVE

Vous avez sans doute entendu parler de l'enlèvement de deux soldats israéliens par le Hezbollah dans le sud. Nous allons suivre la situation et les conséquences que cela pourrait avoir.

SUÈDE (CS) « Carol, je crois que tu n'es pas prête de rentrer à Beyrouth. L'aéroport vient d'être touché. » C'est ainsi que j'ai entendu parler pour la première fois de ce qui se passait au Liban, par mon fiancé, alors que je sortais de la maison pour aller voir des parents. Nous étions venus ensemble en Suède rendre visite à sa famille. J'étais maintenant bloquée sur place, incapable de retourner chez moi, alors que lui devait partir cinq jours plus tard en Malaisie pour son travail. J'ai passé le temps qui me restait en Suède à essayer de garder contact par téléphone avec ma famille restée au Liban.

Je n'arrivais pas à croire ce qui était en train d'arriver et l'ampleur que cela prenait. J'ai commencé à penser aux ponts et aux endroits sur lesquels les obus tombaient. Certains se trouvaient près de chez moi. Je ne pouvais pas accepter la situation : je ne comprenais pas pourquoi mes parents avaient choisi de rester malgré les attaques si proches ; je ne comprenais pas pourquoi ils

UNHCR / A. BRANTHWAITE / EB42006

gardaient leurs documents importants près de la porte et dormaient tout habillés, au lieu de partir immédiatement chercher refuge ailleurs.

Les informations parlaient de réfugiés au Liban. Même si je travaille pour l'UNHCR, il m'a fallu plusieurs jours pour me rendre compte que le terme de « réfugié » ne désignait plus seulement des étrangers et que, d'une certaine manière, j'étais désormais moi-même devenue une réfugiée.

Samedi 15 juillet

RAPPORT ADRESSÉ AU SIÈGE DE L'UNHCR PAR LE BUREAU DE BEYROUTH

Des cibles importantes (aéroports, ponts, routes) ont été frappées dans tout le pays. Il est maintenant coupé du reste du monde.

BEYROUTH (AJA) Certains des employés libanais se sont réfugiés dans leurs villages d'origine, dans les montagnes. J'essaie d'appeler chacun d'entre eux au moins une fois tous les deux jours pour savoir s'ils vont bien. Ils veulent se rendre utiles auprès des personnes déplacées qui ont commencé à arriver là-bas. Je les autorise à faire ce qu'ils peuvent. Immédiatement ils se sont mis à acheter des matelas, des couvertures et des couches pour bébés, et à mobiliser leurs maris, leurs frères et les autres membres de leurs familles pour aider au démarrage de la réponse d'urgence de l'ONU. Pendant ce temps, je reste assis à écouter le bruit sourd des bombes qui martèlent les infrastructures.

Mardi 18 juillet

RAPPORT DE L'UNHCR BEYROUTH AU SIÈGE

Dans le cadre de la [nouvelle] « approche de groupe » [commune à l'ensemble des Nations Unies], l'UNHCR va jouer un rôle nouveau dans l'assistance aux personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, ce qui signifie que l'agence va s'occuper tout particulièrement de leur

protection et de leur hébergement (les camps ne sont pour l'instant pas une option viable au Liban).

Vendredi 21 juillet

BEYROUTH (AJA) Les spécialistes des catastrophes sont en train d'arriver, et avec eux une esthétique et un vocabulaire nouveaux. Les chemises amidonnées et les foulards Dior qui évoluaient dans l'élégante maison de l'ONU ont laissé place aux sahariennes et autres vestes de reporters et, même en ville, c'est maintenant une foule plus sérieuse, aux cheveux plus blonds et plus longs, qui occupe les quelques restaurants encore ouverts. On retrouve le look de Sarajevo, Loki et Kaboul; on est loin de l'atmosphère glamour et de la merveilleuse superficialité qui régnaient encore à Beyrouth, il y a dix jours à peine.

Ce sont des gens bien, des professionnels... on voit qu'ils sont compétents. Leur volonté de travailler en équipe et de mettre



La banlieue sud de Beyrouth le 23 juillet, après les attaques aériennes répétées d'Israël.

de côté les ego institutionnels est une source d'inspiration.

Mercredi, une foule de 150 personnes [des réfugiés, des demandeurs d'asile et d'autres étrangers] a organisé une manifestation devant nos bureaux, pour exprimer, parfois avec agressivité, leur frustration et demander à être évacués. L'excitation était à son comble, avec le bruit des bombes au loin, la chaleur estivale étouffante et la conscience que d'autres étrangers, plus chanceux, étaient en train de prendre le bateau pour quitter le pays.

Samedi 22 juillet

ALEY, LIBAN (AJA) Nous avons rendu visite à certains des 38 000 déplacés installés dans les écoles d'Aley [au sud-est de Beyrouth]. Les conditions sont difficiles : une chambre accueille jusqu'à trois familles et il y a un seul W-C. pour 75 personnes. Les réserves de nourriture seront sans doute épuisées d'ici deux jours. Les salles de bain sont propres, grâce à un nettoyage discipliné et systématique, organisé à tour de rôle.

La première réaction est venue de la population elle-même et des autorités. A première vue, elle est professionnelle, rapide et coordonnée. Ces gens ont déjà vécu la guerre; ils savent à quoi s'attendre et quoi faire.

L'accès au Liban a été suspendu pour le personnel humanitaire. Notre équipe d'intervention d'urgence est en train de se regrouper à Damas. J'espère qu'ils vont recevoir les autorisations nécessaires dans les prochaines 48 heures, sinon il nous faudra envisager d'autres options.

DAMAS (ARJ) Des milliers de réfugiés arrivent chaque jour et beaucoup d'entre eux sont en mauvais état. Nous tâchons de nous assurer qu'ils entrent en Syrie en sécurité et reçoivent la nourriture, l'hébergement et les autres secours de base dont ils ont besoin pour survivre. Les plus pauvres sont logés dans des bâtiments publics – des écoles, des mosquées et des églises. La semaine dernière, nous avons distribué des tonnes de

couvertures, de matelas, de nécessaires de cuisine, de vêtements et d'autres articles essentiels aux réfugiés ainsi qu'aux familles d'accueil, qui n'ont pas les moyens financiers suffisants pour continuer d'accueillir les Libanais sur une longue période.

Cette dernière semaine, j'ai dormi en tout environ 20 heures. Il en va de même pour les nouveaux membres de l'équipe. Mon régime se résume à une bonne dose de cigarettes, de Coca Cola et de sandwiches, et je passe mes nuits sur le canapé du bureau.

Cette après-midi, je me suis soudainement rappelé que c'était mon anniversaire lorsque mes parents m'ont appelé.

Lundi 24 juillet

SUÈDE (CS) D'après le site Internet de l'UNHCR, 700 000 personnes sont actuellement déplacées à cause du conflit. L'UNHCR va envoyer 19 membres de l'équipe d'urgence « pour renforcer son personnel déjà présent en Syrie et au Liban ». Les équipes arriveront par avion de plusieurs bureaux de l'UNHCR dans le monde, avant la fin de la semaine. J'espère que je serai rentrée d'ici là et que je pourrai me rendre utile.

Vendredi 28 juillet

BEYROUTH (AVGS) Mon premier jour au bureau de Beyrouth, après avoir été bloquée plusieurs jours à Damas. Les gens courent dans tous les sens. L'essentiel du personnel libanais est parti – certains sont rentrés chez eux, dans leurs villages de montagne, devenant à leur tour des déplacés. Le chauffeur me dit qu'il vient du sud de Beyrouth. Sa maison n'a pas « encore » été bombardée, dit-il – mais il est parti au cas où. Il essaie de rester optimiste. « Du moment qu'on est tous vivants, peu importe ce qui arrive à mes affaires. »

Nous voudrions faire quelque chose pour les centaines de milliers de déplacés. Mais comment ? Ce n'est pas seulement le sud du Liban qui est bombardé, mais aussi Beyrouth, la vallée de la Beqaa, les routes principales et les points stratégiques. Nos mouvements sont restreints par les règles de sécurité. Nous cherchons à les contourner sans les enfreindre. Nous avons fait des achats dans les magasins locaux – en attendant que nos camions arrivent de Syrie – et avons demandé à ce qu'ils soient livrés aux nombreuses personnes dans le besoin. Nous évitons ainsi d'avoir à remplir les conditions requises pour obtenir le feu vert de la

sécurité onusienne et des militaires israéliens, qui sont obligatoires pour les gros convois. Notre personnel déplacé continue à travailler auprès des centaines de milliers d'autres déplacés dans les quartiers nord et sud de Beyrouth. Ce n'est peut-être qu'une goutte d'eau dans l'océan, mais c'est tout de même important.

JÉRUSALEM (MB) J'ai informé le siège de l'UNHCR que je suis prêt à négocier avec les forces militaires israéliennes et le

transportant 140 tonnes d'aide d'urgence de l'UNHCR pour le Liban. D'autres membres de l'équipe d'urgence de l'UNHCR ont voyagé dans le même convoi. En arrivant à Beyrouth, certains d'entre eux ont trouvé que tout avait l'air normal. Mais ce n'était pas le cas. Avant, le quartier grouillait de monde et de voitures. Il m'a paru étrangement vide. Beyrouth ne ressemble plus à la ville que j'ai laissée en partant. J'ai pris la direction de la maison, tandis que le personnel international participait à une réunion sur la sécurité. Je voulais y aller aussi; j'avais peur.

Dimanche 30 juillet

DAMAS (AR) Il y a deux jours que je suis arrivée du Libéria. Damas déborde de monde. Femmes, enfants, bébés et personnes âgées s'entassent dans l'école que nous avons visitée aujourd'hui. Ils sont assis dans la cour de l'école, sans savoir où aller ni quoi faire. Une petite fille de 12 ans, Alaa, court à ma rencontre pour me serrer fort dans ses bras. Sa maman lui manque. Alaa se sent maintenant responsable du reste de la famille – trois petites sœurs et une tante. Elle est maigre, pâle et si frêle – mais elle parle comme une adulte. Quel impact aura sur elle cette expérience, lorsqu'elle aura grandi ?

BEYROUTH (AVGS) C'est peut-être dimanche, mais aucune chance de se reposer. Les informations parlent de l'attaque aérienne qu'Israël a menée ce matin contre le village de Cana, au sud. Il semble qu'elle ait fait au

moins 28 morts, dont des enfants. Certains pensent que le nombre de victimes pourrait être deux fois plus élevé. Mon amie photographe, qui est libanaise, a vu les photos. En entendant sa voix transie, elle d'habitude si enjouée, je ne peux m'empêcher de frissonner.

Il est midi, je regarde les nouvelles à la télévision – je vois le bâtiment principal de l'ONU, en ville ; 5 000 manifestants



Israël : les effets d'une roquette du Hezbollah sur la ville portuaire d'Haïfa.

Liban : conditions difficiles pour ces déplacés installés dans un parc du centre de Beyrouth.

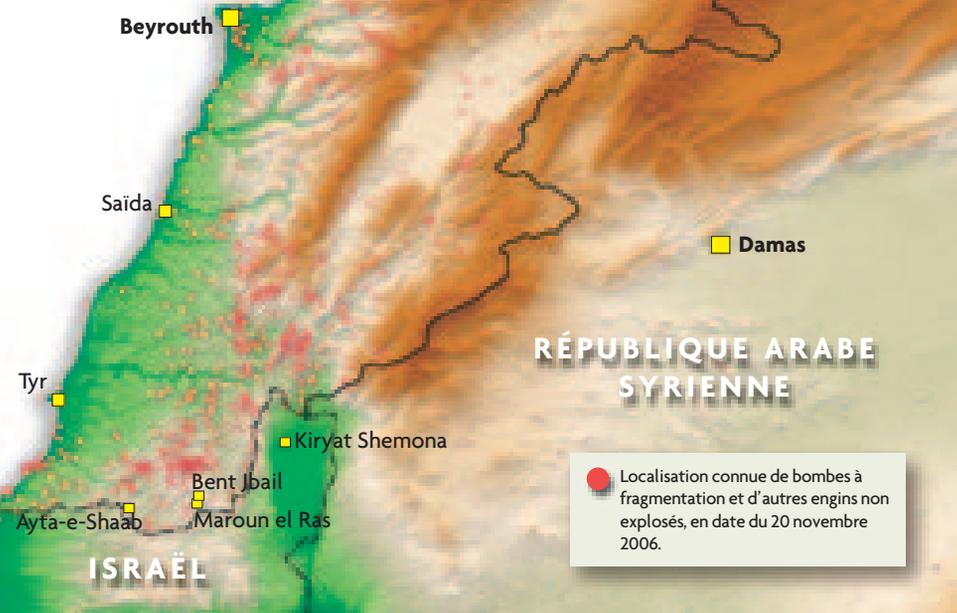


Ministère de la défense, pour accélérer les procédures autorisant les convois, le libre passage, les cessez-le-feu, etc. Tout ce qu'ils ont à faire, c'est demander.

Samedi 29 juillet

BEYROUTH (CS) Après 14 heures de voyage et 12 heures d'attente à la frontière syro-libanaise, j'arrive enfin à la maison dans un convoi conjoint des Nations Unies

Les spécialistes estiment que le déminage du million de bombes à fragmentation, d'obus, de roquettes et d'autres engins non explosés dispersés à travers tout le Liban pourrait prendre encore une année.



enfoncent les portes, cassent les vitres. Je crie à mes collègues de bureau : « Le bâtiment de l'ONU est en train d'être attaqué ! » Nous fixons l'écran, incrédules... des centaines de collègues des autres agences se trouvent à l'intérieur.

En fin de compte, il n'y a pas de blessés graves. Plus la journée avance, plus il devient clair que ces manifestants cherchent surtout à attirer l'attention ; ils sont complètement affolés par ce qui se passe au Liban et lancent un cri d'alarme à l'ensemble des Nations Unies : « Faites quelque chose – arrêtez ça ! » Beaucoup d'Israéliens et leurs partisans sont aussi en colère contre l'ONU. Ils pensent que nous ne sommes pas objectifs. Les critiques pleuvent de toute part, et ce n'est pas la première fois.

Lundi 31 juillet

BEYROUTH (AVGS) Les attaques aériennes sur le sud du Liban vont être suspendues pendant 48 heures – pour que les gens bloqués dans le sud puissent partir et pour permettre une enquête sur le massacre de Cana. Malgré la pause annoncée, après

environ sept heures, les nouvelles parlent de combats à la frontière – dans les deux sens. Cette crise a de quoi rendre malade ! Des journalistes qui m'appellent depuis le sud du pays me disent que c'est effrayant, qu'il y a beaucoup de destructions, que les gens sont en état de choc, que certains sont pris au piège, que des vieillards restent assis dans leur salle à manger et refusent de quitter leur maison.

Mardi 1^{er} août

BEYROUTH (CS) Il faut que je trouve ma place dans cette opération, qui est passée d'environ un millier de réfugiés étrangers en zone urbaine à quasiment un million de Libanais déplacés à travers tout le pays et au-delà de la frontière, en Syrie. Plus aucun endroit n'est sûr.

BEYROUTH (AVGS)

Aujourd'hui nous envoyons 1 000 couvertures et 500

matelas aux villages assiégés du sud, dans le cadre d'un convoi commun des Nations Unies. Le convoi prend des heures pour arriver sur place, à cause du trafic dans l'autre sens. Les gens essaient de partir pendant le cessez-le-feu – en voiture, à pied, n'importe comment.

Je reçois une alerte média par sms : « Les forces israéliennes avancent vers le fleuve Litani. » L'interruption des hostilités – si elle a vraiment eu lieu – est terminée. La guerre recommence.

Mercredi 2 août

DAMAS (AR) Tous les matins, en allant au bureau à Damas, nous passons devant deux églises et une mosquée, les unes à côté des autres. Nous entendons les appels à la prière des *muezzins* résonner et les cloches des églises sonner. Pourquoi le monde ne pourrait-t-il pas toujours vivre ainsi, en bonne entente ? Je m'interroge.

BEYROUTH (AVGS) Il est tôt, je regarde encore les informations télévisées : le Hezbollah a lancé plus de 200 roquettes sur Israël ; et les troupes israéliennes ont mené un raid sur Baalbek – il s'agit de leur plus profonde incursion territoriale à ce jour.

La tristesse règne dans le bureau. Personne ne peut échapper à cette guerre. Les négociations continuent dans les capitales et au Conseil de sécurité. Entre temps, nous essayons toujours d'apporter des biens de secours à la population, mais nous allons manquer d'essence. Les communications maritimes et aériennes sont bloquées ; des centaines de voitures font



UNHCR / A. BRANTHAUITE / UNR2006

Des centaines de tonnes de matériel de l'UNHCR ont été acheminées par camion de Jordanie en Syrie.

la queue devant les stations essence.

Vendredi 4 août

SAFITA, SYRIE (LQ) J'ai rencontré Nour, une petite fille de 7 ans qui vit dans l'hôpital Al Ja'afari, à Safita, avec sa mère et son petit frère. Elle a hésité à toucher mon bras mais elle a pris ma main quand je lui ai souri. Elle m'a demandé si je pouvais lui apporter du lait, des chaussures et des vêtements, parce que sa maman avait oublié d'en emporter. Sa mère, son fils cadet dans les bras, nous a raconté que leur maison près de Tyr avait été entièrement détruite.

BEYROUTH (AVGS) Depuis le balcon, je vois d'énormes nuages de fumée sur Beyrouth. Trois ou quatre grands ponts le long de la route côtière qui relie la Syrie à Beyrouth – le principal corridor humanitaire, celui que nous utilisons tout le temps – ont été bombardés. L'autre route entre Damas et Beyrouth avait déjà été touchée il y a quelque temps. Les artères principales du pays sont en train d'être coupées, lentement mais sûrement. Les Israéliens disent que c'est parce que ces routes sont utilisées pour approvisionner le Hezbollah.

J'appelle une collègue enceinte qui emprunte d'habitude cette route pour se rendre au travail. « On dirait une plaie qui était presque cicatrisée et qui s'est réouverte », dit-elle, en parlant de la guerre civile qui a ravagé le pays pendant quinze ans et s'est terminée en 1990. Nous sommes tous secoués et nous avons peur.

Selon les chiffres du Gouvernement libanais, 903 personnes seraient mortes et 3 293 blessées. Des dizaines de personnes ont aussi été tuées en Israël.

Dimanche 6 août

TALAT AL KHEDEER (LQ) Je suis impressionnée par le sens de l'hospitalité dont les Syriens font preuve à l'égard des réfugiés libanais. Nous, les Ghanéens, devrions prendre exemple de cette



Israël : un appartement à Kiryat Shemona, après la chute de l'une des 4 000 roquettes tirées contre Israël.

Liban : une employée de l'UNHCR auprès d'une déplacée et de son nouveau-né.



hospitalité envers les déplacés. Lors d'une visite à des réfugiés installés dans la mosquée de Talat Al Kheder, un groupe d'adolescents qui jouaient au football s'est approché de moi en apprenant que j'étais ghanéenne, et m'a posé des tas de questions sur les résultats de notre équipe pendant la Coupe du monde.

BEYROUTH (AVGS) Quelque 900 000 personnes sont déplacées de ce côté – 700 000 au Liban et environ 200 000 en Syrie – et un demi million dans le nord d'Israël. Du point de vue des déplacements, la situation est pire qu'au Kosovo.

Lundi 7 août

BEYROUTH (CS) Je passe mes journées à travailler auprès des déplacés et mes nuits à ne pouvoir dormir, à craindre le pire, tandis que les bombes tombent à proximité. Je vis à Chiah [qui se trouve à Dahiyeh, la principale banlieue chiite au sud de Beyrouth]. Avant cet endroit était considéré comme sûr ; les gens qui fuyaient d'autres régions du pays s'y réfugiaient. Mais aujourd'hui, j'ai été obligée de quitter ma maison quand un immeuble situé à 400 mètres de distance a

été bombardé. Il y aurait des dizaines de victimes. Les habitants des zones avoisinantes ont évacué leurs logements et se sont réfugiés au centre ville, dans les parcs publics et dans des centres d'accueil déjà surpeuplés.

Mardi 8 août

DAMAS (AR) Les Libanais continuent d'arriver – et les Syriens continuent de les accueillir. Le Gouvernement syrien ne veut pas parler de « réfugiés ». « Ce sont nos hôtes », dit-il. Et ils sont traités comme tels. Je suis vraiment impressionnée. Des associations villageoises leur préparent trois repas par jour ; des habitants prêtent leurs téléphones mobiles à de parfaits inconnus pour qu'ils puissent appeler chez eux ; les Syriens, riches ou pauvres, ouvrent leur porte aux familles libanaises. De simples citoyens leur offrent des vêtements, des jouets, des tapis de prière et de l'argent. C'est réconfortant de voir tout ça. L'intérêt des médias internationaux est énorme. Certains d'entre eux semblent surpris d'apprendre que les Syriens puissent se montrer généreux. Je reçois un appel urgent d'une chaîne de télévision allemande. Le Parlement allemand est en train de débattre des moyens d'éviter une arrivée massive de réfugiés libanais en Allemagne. Le journaliste me demande si je perçois, moi aussi, ce « danger ». J'ai de la peine à rester polie. Oh, l'Europe !

Vendredi 11 août

BEYROUTH (CS) Plus les jours passent, plus la situation se complique. Les systèmes sanitaires ne sont pas prévus pour un nombre de personnes aussi important. Il y aurait des cas de poux et de gale parmi les déplacés, et certains médicaments sont en quantité insuffisante. Je remarque une grande apathie – surtout chez les adolescents. De nombreuses femmes sont enceintes. La plupart ne savent pas où aller pour accoucher.

Les familles d'accueil croulent sous le nombre de proches déplacés – et elles ne

reçoivent pas beaucoup de soutien. On dit que c'est trop difficile à organiser. J'imagine qu'il est plus simple de s'occuper des centres collectifs. Les visages des enfants deviennent de plus en plus gris et pâles. Presque toute la nourriture est sous forme de conserve. On ne trouve pratiquement pas de viande ni de légumes frais.

Lundi 14 août

AUTOROUTE BEYROUTH-SAÏDA (ARJ) Nous n'avons pas besoin de réveil. Les bombardements qui ont lieu chaque jour à 5 heures du matin suffisent amplement. Aujourd'hui, à 8 heures, le cessez-le-feu est entré en vigueur, selon la résolution 1701 du Conseil de sécurité. Un silence étrange règne dans les rues de Beyrouth – on n'arrive pas à croire que les bombes se soient réellement arrêtées de tomber après 34 jours.

A 9 heures déjà, des milliers de personnes étaient en train de regagner leur foyer au sud du Liban – au rythme d'environ 6 000 par heure. J'ai croisé une petite fille de 8 ans qui m'a dit qu'elle avait envie de rentrer car elle avait laissé sa poupée préférée à la maison, et elle voulait s'assurer qu'elle allait bien. Ses parents ont ajouté plus tard qu'ils ne savaient ni si la maison avait été détruite, ni où trouver de quoi manger.

BEYROUTH (AVGS) Ils sont tous sur la route ! Des milliers de Libanais déplacés qui veulent revoir leur maison – et savoir si elle est encore debout. Ne plus dépendre des autres. Ne plus être déplacé. Des milliers de personnes sont bloquées dans les bouchons et attendent pendant des heures. C'est merveilleux de voir ces voitures débordant de matelas, de couvertures et d'enfants. Je réponds à une interview téléphonique pour un média israélien : « Qu'est-ce qui se passe au Liban ? Est-ce que les gens rentrent chez



UNHCR / A. BRANTHWAITE / LBN-2006

Cette jeune fille vient de rentrer

eux ?» Je leur dit que oui, et que j'espère que tous les Israéliens déplacés par les attaques du Hezbollah vont maintenant pouvoir faire de même.

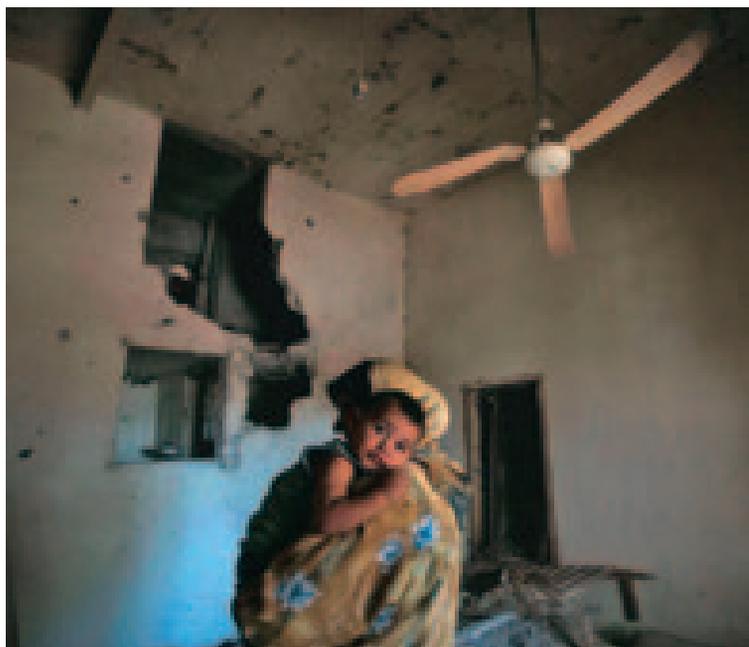
YABOUS, FRONTIÈRE SYRIENNE (AR) Il fait une chaleur incroyable. Notre équipe se trouve à la frontière, distribuant des bouteilles d'eau et des colis de secours aux rapatriés. Mais le plus souvent, nous nous contentons de leur faire des signes de la main et de leur dire au revoir. Les rapatriés sont trop pressés – ils n'ont même pas le temps de s'arrêter. Leur joie est incroyablement contagieuse. « Peu importe l'étendue des destructions qui nous attend – on veut rentrer chez nous ! » Et ils poursuivent leur route.

Mardi 15 août

JÉRUSALEM (MB) Israël a également payé un lourd tribut pendant la guerre au Liban. Avant le cessez-le-feu, le Hezbollah a lancé en tout 3 970 missiles sur des villes et des villages du nord. Quelque 2 000 logements ont été endommagés et plusieurs centaines complètement détruits. On estime à 500 000 le nombre de personnes déplacées – environ la moitié des habitants des régions à portée des missiles du Hezbollah – dont quelque 180 000 pour la ville d'Haïfa uniquement. La situation n'a cependant pas nécessité d'intervention de la part de l'UNHCR. Le gouvernement a fourni des chambres d'hôtel gratuites, les ONG se sont mobilisées, et les *kibboutzim* du sud ont accueilli les déplacés venus



dans son appartement à Ayta-e-Shaab.



UNHCR / A. BRANTHWAITTE / LBN-2006

Une jeune mère inspecte sa chambre à coucher à Ayta-e-Shaab, après que son logement ait été transformé en une clinique improvisée par des soldats israéliens blessés.

Un jeune couple dans son salon à Ayn Ibil, un autre village libanais.



UNHCR / A. BRANTHWAITTE / LBN-2006

des *kibboutzim* du nord. De plus, de riches hommes d'affaires ont construit des «camps de vacances» gratuits sur les plages. Chaque famille accueille un «nordiste», mais leurs invités sont inquiets: il y a eu 2 015 victimes (dont 53 morts). On dénombre plusieurs Arabes israéliens parmi les blessés, étant donné que la population de Haïfa est mixte et que le centre de la Galilée est principalement arabe.

Vendredi 18 août

TYR (AVGS) Nous nous sommes rendus au sud de Tyr hier. Avant, il était plus ou moins impossible d'y accéder. Nous sommes quatre à travailler dans une seule et minuscule pièce. En fait c'est plutôt drôle, nous rions beaucoup au milieu de toute cette folie et de toute cette tristesse. Visages grognons, stressés derrière nos ordinateurs portables, cendriers pleins à ras bord, on court à droite et à gauche pour

localiser nos positions, remplir les camions, recruter des employés nationaux. Nous essayons aussi de sortir – pour rencontrer des déplacés, évaluer les destructions et apporter toute l'aide que nous pouvons. La sécurité de l'ONU est stricte: l'armée israélienne se trouve toujours dans le sud, et il y a des bombes à fragmentation partout. D'horribles petits objets noirs ornés de rubans blancs qui peuvent tuer un être humain. Où que nous allions, nous



UNHCR / A. BRANTHWAITE / LBN-2006

Les bombes à fragmentation non explosées sont petites, mortelles et difficiles à localiser.



UNHCR / A. BRANTHWAITE / LBN-2006

Une bombe à fragmentation dans un jardin...

sommes escortés par des véhicules blindés. Quel cauchemar ! Nous voulons nous rapprocher des gens – et la dernière chose qu'ils ont envie de voir en ce moment c'est un char ou un véhicule blindé.

Samedi 19 août

TYR (ARJ) Nous avons visité certains des villages les plus ravagés du Liban, comme Ayta-e-Shaab et Bent Jbail, près de la frontière israélienne. L'ampleur des dégâts est choquante. Plus du 80 pour cent d'Ayta-e-Shaab est détruit. Et pourtant des centaines d'habitants sont déjà revenus. Ils nous racontent qu'ils dorment à vingt ou trente par chambre. Ils n'ont rien – pas d'eau, pas de couverture, pas de matelas, pas de maison – mais ils sont décidés à rester.

Dans un autre village durement touché, Marwaheen, les gens nous parlent de leur terrible tragédie : les habitants avaient décidé de faire partir 27 personnes dans un camion, des enfants, des personnes âgées et des vulnérables, pour les sauver des combats et des bombardements. Mais le camion a été bombardé alors qu'il se dirigeait vers le nord et 23 de ses occupants, pour la plupart des enfants, ont été tués.

Dimanche 20 août

FRONTIÈRE LIBANO ISRAËLIENNE (AVGS) Je participe à une mission commune d'évaluation de l'ONU. C'est mon premier voyage près de la frontière avec Israël. Nous traversons des villages qui semblent avoir disparu – ils semblent

avoir été effacés, transformés en un tas de décombres. J'ai la nausée et me sens abasourdie en regardant tout ça. En seulement 34 jours... que de destructions ! C'est comme si une main géante avait voulu rayer ces villages de la carte. Partout flottent des bannières jaunes soutenant le Hezbollah, ainsi que des slogans hostiles aux Etats-Unis.

Lundi 18 août

MAROUN EL RAS, LIBAN, (AVGS) Maroun el Ras. Sur les collines dominant Israël. On dirait la fin du monde. Le vent est froid, l'atmosphère sinistre. Quelques soldats des forces de maintien de la paix de l'ONU. Silence. Vide. Il n'y a même plus de corbeaux. Je veux partir d'ici.



UNHCR / A. BRANTHWAITE / LBN-2006

Dans une chambre à coucher...



UNHCR / A. VAN GENDEREN STORT / LBN-2006



UNHCR / A. BRANTHWAITE / LBN-2006

Dans une cuisine...

et sous des plants de tabac, dans la cour.

concentrons sur les 30 villes les plus touchées du Liban, puis nous allons nous déplacer vers d'autres villages.

Samedi 2 août

AYTA-E-SHAAB (AVGS) J'accompagne une équipe de tournage à Ayta-e-Shaab. Dans une maison, nous trouvons des traces de sang et du matériel de perfusion abandonné, utilisé par des soldats israéliens blessés. Les explosifs sont enfoncés dans les murs, les champs, les sols. Les bulldozers et les combats près des habitations ont réduit à néant la ville telle qu'elle était conçue initialement ; elle devra être complètement redessinée.

Une des maisons détruites a été comme fendue sur un côté. Son flanc béant exhibe un canapé familial aux teintes roses.

Mardi 5 septembre

BEYROUTH (CS) Nous continuons à aider les déplacés dans le nord et dans le sud – au Mont Liban, à Jbeil, Kesrouane, Metn, Aley,

Quelques personnes apparaissent aux abords du village. Nous leur donnons des articles de secours. J'entrevois une femme derrière les barreaux d'une fenêtre et lui parle, dans un mélange de mauvais arabe et de langue des signes.

Mercredi 30 août

TYR (AJA) J'ai passé la journée dans des villages près de Tyr – Aynata, Ayta al Jabal, Haddatah. Nous savons tous vu assez de photos pour savoir à quoi ressemble une maison rasée, mais voyager dans cette région permet de percevoir l'étendue réelle

des destructions. Je veux bien croire que certaines habitations ont abrité des cibles militaires, mais pourquoi détruire chaque maison, l'une après l'autre ?

Vendredi 1^{er} septembre

TYR (ARJ) Notre équipe s'est agrandie et nous sommes en mesure de faire beaucoup plus de choses. Nous avons distribué des tonnes de tentes, de matelas, de vêtements et d'autres articles dont les gens ont besoin pour survivre dans le sud du Liban. D'autres agences fournissent de l'eau et de la nourriture. Pour commencer, nous nous



Chouf, Baabda et Baalbeck. Je travaille maintenant à Dahiyeh – dans la banlieue sud de Beyrouth. Quelque 5 000 habitations ont été totalement détruites ou partiellement endommagées – et presque tous les habitants ont été déplacés. La population de Dahiyeh – surtout des pauvres et des gens de la petite bourgeoisie – se montre reconnaissante pour les articles que nous avons distribués. Cela nous a permis de poursuivre nos visites à domicile, de voir les déplacés et de nous rendre compte de leur situation, de leurs priorités et de leurs préoccupations. Nombre d'entre eux ont de réelles difficultés financières, et plusieurs femmes remarquent que leurs enfants sont devenus plus agressifs.

Jeudi 7 septembre

TYR (AVGS) Une de mes amies était dans sa voiture hier, lorsqu'elle a dépassé un enfant en mobylette. Il avait une bombe à fragmentation dans la bouche, le ruban





blanc serré entre les dents. Il la faisait osciller en avant et en arrière, en riant et en circulant sur son vélomoteur. Craignant pour sa vie autant que pour celle de l'enfant, elle a réussi à l'arrêter et a appelé un démineur. Celui-ci a convaincu l'enfant de laisser la bombe, qui s'est révélée être un leurre – mais ça aurait pu être très différent.

Cette après-midi je quitte Tyr pour Beyrouth. Demain, direction Damas, puis retour en Europe. J'ai du mal à réaliser.

Dimanche 10 septembre

TYR (ARJ)

Le Centre de coordination de l'ONU pour l'action contre les mines (UNMACC) s'est montré très accueillant à notre égard. Au début, nous avons vécu, travaillé, mangé et dormi dans leurs locaux, à Tyr. C'est une bonne chose qu'il se trouve au sud du Liban. Il semblerait qu'environ un million de bombes à fragmentation jonchent le pays. Un grand nombre d'entre elles a été largué sur des zones civiles et des terres agricoles pendant les 72 heures précédant l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. Pour les Libanais, la guerre n'est pas finie : ces bombes à fragmentation continuent de tuer hommes, femmes et enfants. Nous fournissons une aide logistique afin de soutenir les courageux efforts de l'UNMACC pour mener à bien le déminage.

Dimanche 24 septembre

BEYROUTH (AR) C'est un dimanche matin tranquille. La ville est encore endormie. Nous avons une réunion à Dahiyeh, la banlieue la plus endommagée de Beyrouth. J'ai vu des photos dans les magazines. J'ai vu les bombardements à la télévision. Ces dernières semaines, depuis mon arrivée de Damas, j'ai rencontré des déplacés dans les quartiers voisins plusieurs fois.

J'ai vu Dahiyeh de loin, mais c'est la première fois que j'y entre.

Une femme âgée dans les quartiers sud de Beyrouth.



La réalité dépasse toutes les images que j'ai pu voir. Les images ne disent rien de l'odeur, du goût, de la poussière dans l'atmosphère, de la colère qui monte des rangées d'habitations effondrées. Certains bâtiments se sont complètement écroulés, d'autres résistent au milieu de tonnes de décombres – «partiellement détruits» selon la terminologie onusienne. Je vois une famille vivant à l'étage d'un bâtiment sur le point de s'écrouler. C'est du moins ce qui me semble. C'est une scène apocalyptique. Nous roulons. Des jeunes gens en colère déblaient les gravats ; ils regardent passer notre véhicule aux couleurs de l'ONU. La tension est palpable. Rue après rue, la même impression revient. Je reste sans voix. Aucun de nous n'a envie de parler. Nous, en tant que personnel de l'UNHCR, nous visitons ces endroits, puis nous rentrons dans nos bureaux comme si de rien n'était. Mais ces images restent en nous. Elles nous affectent très profondément, nous changent progressivement. Pendant que nous circulons dans Dahiyeh, c'était comme si nos coeurs s'étaient arrêtés de battre. Mais, il n'y a pas de mots justes pour exprimer ce sentiment, pas plus qu'il n'y a de photos. ■



